



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 31 DÉCEMBRE 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 31ST DECEMBER, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4135

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

4136

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, etc., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

3983—40-7

L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,
GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

3984—46-7

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le vingt-sept décembre 1921 et présentés avant le trente-un janvier 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentés avant le vingt janvier et reçus avant le vingt-cinq janvier 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le quatorze février 1922.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the twenty-seventh of December, 1921, and introduced before the thirty first of January, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the twentieth of January and received before the twenty fifth of January, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the fourteenth of February, 1922.

Québec, le 17 novembre 1921.

Quebec, November 17th, 1921.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.

3973-46-7

3974-46-7

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire la nomination suivante:

His Honor the Lieutenant-Governor with the advice and consent of the Executive Council has been pleased to make the following appointment:

Québec, le 12 septembre 1921.

Quebec, 12th September, 1921.

M. Théodule Bénard, de la cité de Montréal, député-greffier de la paix du district de Montréal.

Théodule Benard, of the city of Montreal, deputy clerk of the peace for the district of Montreal.

L'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, à la page 2441, du 26 novembre 1921, aux numéros 4065-4066, re: Théophile Bénard, député-greffier de la paix du district de Montréal, est nul.

The notice published in the *Quebec Official Gazette*, page 2441, November, 26th, 1921, numbers 4065-4066 re: Théophile Benard, deputy clerk of the peace for the district of Montreal, is null and void.

4599

4600

Lettres patentes

Letters patent

"L'Association des Marchands de Biscuits, Sucreries et Tabacs en gros, de Québec et de Lévis, Inc."

"L'Association des Marchands de Biscuits, Sucreries et Tabacs en gros, de Québec et de Lévis, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1921, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Côté de Jos. Côté, Limitée, 188 rue Saint-Paul, Québec, négociant en gros; Joseph-Edouard Perreault, de Georges-Edouard Couture Enregistrée, de Lévis, côte du Passage, négociant en gros; Joseph-Anselme Lacasse, de "La Cie Dorchester Limitée, 39 rue Saint-Paul, Québec, négociant en gros; François Roy, de W. Laframboise & Cie Enr., 38 rue Saint-Pierre, Québec, négociant en gros; Henri-Léon Gagnon, de La Tabagie Canadienne, Ltée, 57 rue Saint-Dominique, Québec, négociant en gros; Eugène-Adélar Delisle, 27 Côte Sainte-Genève, Québec, négociant en gros; Joseph Morel, 134½ rue de la Reine, Québec, négociant en gros, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1921, incorporating: without capital stock: Joseph Côté of Jos. Côté, Limitée, 188 Saint Paul street, Quebec, wholesale merchant; Joseph Edouard Perreault, of Georges Edouard Couture Enregistrée, of Lévis, Côte du Passage, wholesale merchant; Joseph Anselme Lacasse, of La Cie Dorchester, Limitée, 39 Saint Paul street, Quebec, wholesale merchant; François Roy, of W. Laframboise & Cie, Enr., 38 Saint Peter street, Quebec, wholesale merchant; Henri Léon Gagnon, of La Tabagie Canadienne, Ltée, 57 Saint Dominique street, Quebec, wholesale merchant; Eugène Adélar Delisle, 27 Côte Sainte-Genève, Quebec, wholesale merchant; Joseph Morel, 134½ Queen street, Quebec, wholesale merchant, for the following purposes:

D'assurer la bonne entente entre les membres de l'Association de promouvoir leurs intérêts;

To assure the good relationship among members of the association to promote their interests;

D'encourager sur une base large et équitable, le progrès de leur industrie;

To encourage on an extensive and equitable scale the progress of their business;

D'améliorer les méthodes de leur commerce

To improve their business systems and to do

et d'écarter les abus ou les autres pratiques qui pourraient lui être incompatibles;

De s'efforcer de faire reconnaître et admettre, d'une façon générale, le marchand de gros comme l'intermédiaire naturel et nécessaire entre le manufacturier et le détaillant de façon à établir des relations harmonieuses entre les producteurs et les distributeurs;

De s'intéresser à la confection ou à la mise en force de lois qui puissent protéger et promouvoir les droits et les intérêts du consommateur, du détaillant, du marchand de gros, et du manufacturier, sous le nom de "L'Association des Marchands de Biscuits, Sucreries et Tabacs en gros, de Québec et de Lévis, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4579

C.-J. SIMARD.

away with abuses or practices which may incompatible to it;

To make efforts to have recognized and admitted in a general way that the wholesaler is the natural and necessary intermediary between the manufacturer and retailer so as to establish harmonious relations between producers and distributors;

To interest itself in the making or putting in force of laws to protect and promote the rights and interests of consumers, retailers, wholesale merchants, and of manufacturers, under the name of "L'Association des Marchands de Biscuits, Sucreries et Tabacs en gros, de Québec et de Lévis, Inc."

The amount of immoveable property which the company may possess is limited to twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4580

"La Briqueterie Barbel Ltée—The Barbel Brick Works, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1921, constituant en corporation : Charles-Eugène Michaud, Pierre Viel, marchands Alphonse Ouellet, agent, Léon Therriault, industriel, Isle-Verte; Louis DeRoy, industriel, L'Islet, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, recevoir par donation ou autrement, toute terre, partie de terre;

Acheter, manufacturer, vendre la brique ou agir comme intermédiaire dans tout, tel commerce;

Acquérir de quelque manière que ce soit, vendre, exploiter des forêts dans un but commercial ou pour sa propre utilité;

Construire des embranchements de chemins de fer pour les fins de la compagnie seulement, sur les terrains de la compagnie;

Acheter, louer, des locomotives ou des wagons, pouvant servir seulement sur les embranchements construits, sur les terrains de la compagnie, pour l'utilité de la compagnie seulement;

Construire ou faire construire, acheter, louer des bateaux à vapeur, à la gazoline ou à voile et à les exploiter pour l'utilité de la compagnie ou dans tout autre but qui pourra paraître utile pour la compagnie;

Acquérir de quelque manière que ce soit des magasins tant pour les employés que pour le public en général;

Construire, acquérir, et exploiter des hôtels ou maisons de pension pour les employés de la compagnie ou pour le public;

Acheter des carrières de pierres, y extraire la pierre à chaux, construire des fournaux, cuire la chaux; et la mettre sur le marché;

Construire ou acquérir de quelque manière que ce soit des camions ou autres voitures nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

De faire le commerce en gros ou en détail des produits que la compagnie pourra manufacturer et des matériaux nécessaires pour son exploitation, sous le nom de "La Briqueterie Barbel, Ltée—The Barbel Brick Works, Ltd", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00

"La Briqueterie Barbel Ltée—The Barbel Brick Works, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1921 incorporating: Charles Eugene Michaud, Pierre Viel, merchants, Alphonse Ouellet, agent, Léon Therriault, manufacturer, Isle Verte; Louis DeRoy, manufacturer, L'Islet, for the following purposes:

To purchase, sell, receive by donation or otherwise, any land or part thereof;

To purchase, manufacture, sell bricks or act as intermediary in any such business;

To acquire in any manner whatever, sell and exploit forests for purposes of commerce or for its own use;

To construct railroad sidings for the purposes of the company only, on the lands of the company;

To purchase, lease, locomotives or cars, capable of being used on the sidings constructed on the lands of the company, for the use of the company only;

To construct or have constructed, purchase, lease, steam boats, gasoline or sail boats and exploit the same for the use of the company or for any other purpose which may appear useful to the company;

To acquire in any manner whatever stores for their employees as well as for the general public;

To construct, acquire, and exploit hotels or boarding houses for employees of the company or for the public;

To purchase stone quarries, to extract therefrom lime stone, construct kilns, to bake lime and put it on the market;

To construct or acquire in any manner whatever trucks or other vehicles necessary or useful for the purposes of the company;

To deal wholesale and retail in products which the company may manufacture, and materials necessary for their exploitation, under the name of "La Briqueterie Barbel, Ltée"—The Barbel Brick Works, Ltd." with a total capital stock of nineteen thousand (\$19,000.00) dollars divided

divisé en trois cent quatre-vingts (380) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à L'Isle-Verte, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4581

C.-J. SIMARD.

"J. & G. Quality Shop Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Dame Corinne Gingras veuve de sieur Louis-Philippe-Hubert Grandbois; Nesbitt Jobin, négociant, et Alfred Dompierre, gérant, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Exercer le commerce de mercerie, chapellerie et confection;

Acquérir tous fonds de commerce et raison sociale, l'achalandage de tout commerce en rapport avec le commerce de la dite compagnie; et les payer en parts acquittées de la compagnie;

Exercer tout commerce se rattachant aux objets ci-dessus, sous le nom de "J. & G. Quality Shop, Limited", avec un capital total de dix-huit mille piastres (\$18,000.00), divisé en cent quatre-vingts (180) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 19 1.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,

4583

ALEXANDRE DESMEULES.

"Gagnon Automobile, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1921, constituant en corporation: J.-Lauréat Gagnon, négociant; Célestin Simard, commis, de la ville de Chicoutimi, et J.-Emile Gauthier, négociant, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et vendre des automobiles, camions, bicycles, et autres véhicules quelconques pour le transport par terre, par eau et par air, des personnes et des marchandises; manufacturer et vendre des machines, instruments et appareils de toutes sortes pour les besoins de la ferme et de l'industrie laitière; manufacturer et vendre des instruments de musique, des meubles, poêles, voitures, engins à vapeur, moteurs à gazoline et électrique;

Faire le commerce, l'importation et l'exportation, comme principal agent ou autrement, des objets ci-dessus mentionnés et de toutes choses s'y rapportant;

Louer, acheter, ou autrement acquérir ou posséder, en tout ou en partie, des usines, manufactures, magasins, entrepôts, ainsi que l'actif et l'achalandage de toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable;

Acquérir des actions dans le capital de compagnies similaires;

Prendre des brevets d'inventions et de découvertes pour assurer à la compagnie la propriété et l'exploitation exclusive des objets ainsi brevetés;

Acquérir tous les biens meubles et immeubles nécessaires ou utiles à son objet; construire les

into three hundred wighty (380) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Isle Verte, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1921.

C. J. SIMARD,

4582

Assistant Provincial Secretary.

"J. & G. Quality Shop Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1921 incorporating: Dame Corinne Gingras, widow of the late Louis Philippe Hubert Grandbois; Nesbitt Jobin, merchant and Alfred Dompierre, manager, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business of haberdashers, hatters and clothers;

To acquire the stock-in-trade and firm name, goodwill of any business connected with the business of the said company, and to pay for the same in paid up shares of the company;

To exercise any business connected with the aforementioned objects under the name of J. & G. Quality Shop, Limited", with a total capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 19 1.

ALEXANDRE DESMEULES,

4584

Acting Assistant Provincial Secretary.

"Gagnon Automobile, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1921, incorporating: J.-Lauréat Gagnon, merchant; Célestin Simard, clerk, of the town of Chicoutimi and J.-Emile Gauthier, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and sell automobiles, trucks, bicycles, and other vehicles whatever for the transportation by land, air and water, of passengers or goods; to manufacture and sell, machines, instruments and apparatus of all kinds for the farm and dairy; to manufacture and sell musical instruments, furniture, stoves, carriages, steam engines, electric and gasoline motors;

To deal in, export and import, as principal agent or otherwise, the above mentioned articles and all things connected therewith;

To lease, purchase or otherwise acquire or possess, in whole or in part, plants, factories, stores, warehouses, as well as the assets and goodwill of any company, society or person carrying on a similar business;

To acquire shares in the stock of similar companies;

To take over patents and inventions to assure to the company the property and the exclusive exploitation of the objects so patented;

To acquire all the moveables and immoveables necessary or useful for its purposes; to construct

usines, entrepôts et autres édifices utiles dont elle aura besoin;

Emettre des parts acquittées de la compagnie pour le paiement de ses dettes et pour services rendus, sous le nom de "Gagnon Automobile, Limitée", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4601

C.-J. SIMARD.

plants, warehouses or other necessary buildings which the company may require;

To issue paid up shares of the company for the payment of its debts and for services rendered under the name of "Gagnon Automobile, Limitée", with a total capital stock of seventy-five dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

4602

Assistant Provincial Secretary.

" Hotel Astor, Limitée "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Wilfrid-A. Handfield, avocat, C.R., 156, Chemin Sainte-Catherine, Outremont; Arthur Handfield, avocat, 375 Mont-Royal-Est, Montréal; Delle Cordelia Leclerc, sténographe, 176a rue Berri, Montréal, dans les buts suivants:

Établir, aménager et exploiter des hôtels licenciés ou non licenciés pour servir des repas, pour accommoder des voyageurs, rafraichissements, et pour toutes autres fins appropriées à tels genres d'hôtels;

Souscrire et faire souscrire des actions;

Acquérir et posséder par voie d'achat ou autrement, les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à ces fins, et les payer en actions acquittées de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner ces biens mobiliers et immobiliers et en acquérir d'autres à leurs places;

Emprunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations, billets à ordre ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix ou sommes jugés nécessaires, pourvu que tels bons et obligations ne soient pas moins que pour une somme de cent piastres chacun;

Hypothéquer les biens, immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties;

Faire tous contrats, arrangements ou conventions quelconques pour l'acquisition par voie d'achat ou autrement de tous droits, franchises, pouvoirs et privilèges possédés par toutes corporations ou associations similaires; et donner en paiement ou considération, des actions acquittées de la présente compagnie;

S'unir avec toutes corporations pour des fins similaires.

Donner des actions acquittées en paiement des services rendus à la compagnie;

Faire tous règlements nécessaires pour la régie dudit hôtel et la gouverne de ses actionnaires relativement à la confiscation, ainsi que pour toutes matières concernant l'ordre, la discipline et le bon gouvernement de l'hôtel;

Obtenir et exploiter une licence d'hôtel pour la vente des vins, bières et liqueurs enivrantes, etc., conformément aux dispositions de la Loi des licences de la province de Québec et de ses amendements;

En un mot, faire tous actes de nature à atteindre les fins ci-dessus, sous le nom de "Hôtel Astor, Limitée", avec un capital total de cinq

" Hotel Astor, Limitée "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1921, incorporating: Wilfrid A. Handfield, advocate and King's Counsel, 156 Sainte Catherine road, Outremont, Arthur Handfield, advocate, 375 Mont-Royal-Est, Montreal; Miss Cordelia Leclerc, stenographer, 176a Berri street, Montreal, for the following purposes:

To establish, furnish and operate licensed or un-licensed hotels, for the serving of meals, the accomodation of travellers, refreshments and for all other purposes incidental to such hotels;

To subscribe for and cause the subscription of shares;

To acquire and own by way of purchase or otherwise, the moveable and immoveable property necessary for such purposes, and to pay for the same in paid up shares of the company;

To sell or otherwise alienate such moveable and immoveable property and acquire other property in lieu thereof;

To borrow money upon its credit and to issue bonds, debentures, bills payable or other securities and to pledge or sell the same at such price and for such sums as may be deemed expedient, provided no such bonds and debentures shall be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate the immoveable property or pledge the moveable property of the company or give both the above securities;

To enter into any contracts, arrangements or agreements whatever for the acquisition, by way of purchase or otherwise, of any rights, franchises, powers and privileges held by any similar corporations or associations; and to give as the payment or consideration thereof, paid up shares of the present company;

To amalgamate with any corporations having similar objects;

To give paid up shares in payment for service rendered;

To make all necessary by-laws for the management of the said hotel and the governing of its shareholders respecting the confiscation as well as all matters respecting order, discipline and the proper working of the hotel;

To obtain and exploit a hotel license for the sale of wine, beer and intoxicating liquors, etc., pursuant to the provisions of the Quebec License Law and amendments thereto;

Generally to do all acts conducive to the attainment of the above purposes, under the name of "Hotel Astor, Limitée" with a total

mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4603 C.-J. SIMARD.

capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,
4604 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Demande sera faite à la Législature, à la prochaine session, pour une loi incorporant "The Connectional Methodist Church in Quebec".

L'avocat de la requérante,

T.-P. FORAN.

District de Hull, 22 décembre 1921. 4595-52-4

Avis public est par le présent donné que la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant l'émission de débetures jusqu'à concurrence de un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000) datées du 1er janvier 1922, capital remboursable dans trente ans de la date d'émission et portant intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent l'an, avec le fonds d'amortissement nécessaire au rachat desdites obligations ou débetures à maturité, et autorisant la mise en réserve de la somme qui sera nécessaire pour couvrir lesdits intérêts et fonds d'amortissement; pour lesdites obligations ou débetures être émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53 et *mutatis mutandis* en la forme permise par la loi 3 George V, chapitre 29. Montréal, 19 décembre 1921.

Les avocats des requérants,

GREENSHIELDS, GREEN-

4485-51-4 SHIELDS & LANGUEDOC.

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour un bill amendant sa charte et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants, savoir:

(a) Le pouvoir de construire et d'exploiter, par le moyen de la vapeur ou de l'électricité, ou des deux à la fois, un embranchement reliant un point quelconque de sa voie ferrée actuelle, dans le comté de Chicoutimi, à la voie ferrée de la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay, à ou près de La Malbaie, en passant par les endroits les plus avantageux;

(b) Le pouvoir de commencer les travaux déjà autorisés et ceux dont elle demande l'autorisation, en aucun temps avant le 24 mars 1925, sauf à les terminer avant le 24 mars 1828.

Québec, le 19 décembre 1921.

Les procureurs de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay,

4493-51-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Avis public est donné que la ville de Laval-des-Rapides s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: qualification du maire et des échevins; séparation du comté de Laval et des obligations et dépenses de la corpo-

Applications to the Legislature

Application will be made at the next session of the Legislature for an Act to incorporate the Connectional Methodist Church in Quebec.

T. P. FORAN,

Solicitor for applicants.

District of Hull, 22nd December, 1921. 4596-52-4

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act to authorize the issue of bonds to the extent of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000) dated 1st January, 1922, payable as to principal in thirty years from date to issue and bearing interest at a rate not exceeding six per centum per annum, with such sinking fund as is necessary to redeem the said bonds or debentures at maturity, and to be authorized to set aside such sum as may be necessary to pay the said interest and sinking fund; said bonds or debentures to be issued in conformity with the Act 54 Victoria, chapter 53 and *mutatis mutandis* in the form authorized by the Act 3 George V, chapter 29.

Montreal, 19th December, 1921.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

4486-51-4 Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that The Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter and to grant the following additional powers, to wit:

(a) The power to build and to operate, by means of steam or electricity, or both together, a branch line to connect any point on its actual railroad in the county of Chicoutimi, with the railway of The Quebec & Saguenay Railway Company at a place in or near La Malbaie, passing through the most advantageous places;

(b) The faculty to commence the works of the construction previously authorized and those whose authorization is actually prayed for at any date before the 24th of March, 1925, provided they shall be completed before the 24th of March, 1928.

Quebec, this 19th of December, 1921.

LAPOINTE & ROCHETTE,

Attorneys for The Roberval and

4494-51-4 Saguenay Railway Company.

Public notice is hereby given that the town of Laval-des-Rapides will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter in the following particulars: qualification of the mayor and aldermen; severance from Laval county and release

ration de ce comté, pour toutes les fins; annexion de son territoire; extension de la juridiction de la commission métropolitaine de l'île de Montréal à la municipalité; augmentation et modification de ses pouvoirs d'emprunts; modification de la loi relative aux propriétés subdivisées et non subdivisées dans la ville; exemptions de taxes; fixation du tarif de l'eau et administration de l'aqueduc; modification des rôles d'évaluation et de répartition, de la date et du mode des élections municipales et des taxes, permis et redevances municipales, et pour autres fins.

Laval-des-Rapides, 21 décembre 1921.

Le secrétaire-trésorier,

4537—51-4 CHARLES BELANGER.

Les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir des pouvoirs additionnels, et pour autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des requérants,

4501—51-4 BONIN & MORIN.

Avis public est donné que Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Maurice-Nowlan de Lisle, en son vivant du même lieu, gentilhomme, Dame Béatrice de Lisle, de Montréal, épouse de Allan-Johnston Douglas, du même lieu, Dame Claire de Lisle, de Lac Edouard, épouse de George Rowley, toutes trois héritières de feu Alexandre-Maurice de Lisle, en son vivant de Montréal, gentilhomme, et de son épouse, née Marie-Angélique Cuvillier, et Hector Garneau, de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire dudit feu Alexandre-Maurice de Lisle, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les autorisant à constituer une compagnie à responsabilité limitée et à lui transporter l'actif desdites successions, et notamment les immeubles en formant partie, et à émettre des obligations ou parts acquittées de ladite compagnie en paiement, validant les titres auxdits immeubles, exemptant de formalités judiciaires le partage desdites successions et ratifiant ce partage, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des pétitionnaires,

DESSAULLES, GARNEAU,

4539—51-4 DESY & LORRAIN.

Avis public est donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Joseph-Alfred Goyer, pharmacien; Hector Pelletier, médecin; Louis Latendresse, boucher; Gustave desTrois-maisons, courtier en immeuble; J.-Henri Lapointe gérant, et Ulysse Corbeil, marchand, tous de Montréal, pour amender la charte de la cité de Montréal, soit par une loi spéciale, soit par un amendement à tout projet de loi qui pourra être présenté par la cité de Montréal, dans le but d'amender sa charte, et ce, aux fins d'abroger l'article 72 de la loi 8 George V, chap. 84; faire mettre de côté tous règlements, résolutions ou rôles de répartition faits par la cité de Montréal en vertu dudit article; laisser imputable aux fonds généraux de la cité le coût des travaux d'égoûts, de trottoirs permanents et de conduites d'eau exécutés dans la ci-devant ville du

from all liabilities and expenses of said county corporation for all purposes; annexation of its territory; extension of the jurisdiction of the Metropolitan Commission of the Island of Montreal to said municipality; increase and modification of its borrowing powers; amendment of existing laws in connection with subdivided and unsubdivided immovables in the town; exemptions from taxation; fixing of water-rates and management of water works; modification of valuation and assessment rolls, date and mode of municipal elections, taxes, licenses and other municipal assessments; and for other purposes.

Laval-des-Rapides, December 21st, 1921.

CHARLES BELANGER,

4538—51-2 Secretary-Treasurer.

The testamentary executors of the estate of the late Joseph-Arthur Villeneuve give notice, by the presents, that they will petition the Legislative assembly of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain additional powers, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1921.

BONIN & MORIN,

4502—51-4 Attorneys for petitioners.

Public notice is given that Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of Maurice Nowlan de Lisle, in his lifetime of the same place, gentleman, Dame Beatrice de Lisle, of Montreal, wife of Allan Johnston Douglas, of the same place, Dame Claire de Lisle, of Lake Edward, wife of George Rowley, heirs of the late Alexandre Maurice de Lisle, in his lifetime of Montreal, gentleman, and of his wife née Marie-Angélique Cuvillier, and Hector Garneau, of Montreal, in his capacity of testamentary executor of the said late Alexandre-Maurice de Lisle, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing them to incorporate a joint stock company to which the assets of the said estates may be transferred, and in particular the real estate forming part thereof, to issue debentures or paid-up shares of the said company in payment, validating the titles to such real estate, exempting from legal formalities the partition of the said estates and ratifying such partition, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,

DESY & LORRAIN,

4540—51-4 Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that Joseph Alfred Goyer, druggist; Hector Pelletier, physician; Louis Latendresse, butcher; Gustave desTrois-maisons, real estate broker; J. Henri Lapointe, manager, and Ulysse Corbeil, merchant, all of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, to have the charter of the city of Montreal amended, either by a special bill or by an amendment to any bill which the city of Montreal may introduce to amend its charter, such application being for the purpose of repealing section 72 of the Act 8 George V, chap. 84; to set aside all by-laws, resolutions and assessment rolls made by the city of Montreal under the authority of such section, allowing the cost of the construction of sewers, permanent sidewalks and water-pipes in the former town of Sault-au-Recollet to remain chargeable against the general funds of

Sault-au-Récollet; abroger ou modifier toute loi en sens contraire, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des pétitionnaires,

DESSAULLES, GARNEAU,

4541—51-4

DESY & LORRAIN.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment: (a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt additionnel de \$2,000,000 pour l'achat de terrains et la construction de nouvelles écoles et résidences; (b) le pouvoir d'expropriation pour toutes fins scolaires, amendant à cet effet l'article 2751 des Statuts refondus de la province de Québec, et la section 2 de la loi 1 George V (2ième session), chapitre 29; (c) un amendement à la section 31 de la loi 7 George V, chapitre 28; (d) l'annexion de la partie du territoire de la municipalité scolaire de la Côte Saint-Luc, située dans les limites de la cité de Montréal, et pour autres fins.

Le secrétaire général et trésorier

de la Commission des écoles

catholiques de Montréal.

4549—51-4

AYME LAFONTAINE.

Avis public est par le présent donné que Jean-Baptiste Bérubé, Philippe Bouchard, Joseph Dufour, Thomas Richard, tous de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis-Sud, cultivateurs, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi détachant de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue et annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, pour toutes fins civiles, le territoire suivant, savoir: Les lots numéros de 697 et 697 A, inclusivement, à 756, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, dans le cinquième rang, et pour autres matières.

Les procureurs des requérants,

4551—51-4

DESSAULLES, GAR-

NEAU, LORRAIN & DESY.

Avis public est donné que la corporation du village de Mont-Joli sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant le dit village en corporation de ville, sous l'empire des dispositions de la Loi des cités et villes, avec certaines dispositions spéciales concernant la délimitation de son territoire; la division en quartiers; le pouvoir d'emprunt; le droit d'expropriation en dedans et en dehors de son territoire; le pouvoir de taxer personnes et propriétés; l'intérêt exigible sur les arriérages de taxes; la réglementation de certains négoce et industries; l'octroi de permis; l'annexion de nouveaux territoires; l'élection du maire; la nomination des estimateurs; le droit de vote des compagnies; les construction, réparation et entretien du pont sur la rivière Métis entre les paroisses de Sainte-Flavie et Saint-Octave-de-Métis, à Grand Métis; la convocation des assemblées spéciales du conseil; l'inspection et la vente du lait; le droit de fournir l'eau en dehors de son territoire; l'autorisation de certaines dépenses pour annonces, réceptions officielles et délégations; le mode d'évaluation et de perception des taxes sur les terres en culture, en paturage ou affermées; la modification de la demande du paiement des taxes; la vente des immeubles pour non paiement des taxes; l'exemption ou la commutation par le conseil des taxes; le mode de

the city; to repeal or amend any existing law to the contrary and for other purposes.

Montreal, December 21st, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,

DESY & LORRAIN,

4542—51-4

Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Act governing it, and notably: (a) the authorisation of an additionnal loan power of \$2,000,000 for the purchase of land and the construction of new schools and residences; (b) the power of expropriation for all school purposes, amending to this effect article 2751 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and section two of the Act 1, George V (2nd session), chapter 29; (c) an amendment to section 31 of the Act 7 George V, chapter 28; (d) the annexation of the part of the territory of the school municipality of Côte Saint-Luc, situate in the limits of the city of Montreal, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,

Secretary General and Treasurer,

of the Catholic School Commission of Montreal.

4550—51-4

Public notice is hereby given that Jean-Baptiste Bérubé, Philippe Bouchard, Joseph Dufour, Thomas Richard, all of the parish of Saint-Octave de Métis-Sud, farmers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act to detach the parish of Saint-Antoine-de-Padoue and annexe to the parish of Saint-Octave de Métis-Sud, for all civil purposes, the following territory, to wit: The lots numbers 697 and 697 A, inclusive, to 756, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Octave-de-Métis, in the fifth range, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU, LOR-

RAIN & DESY.

4552—51-4

Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the corporation fo the village of Mont Joli will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating the said village into a town corporation, under the provisions of the Cities' and Towns' Act, with certain special provisions concerning the delimitation of its territory; the division into wards; the borrowing power; the right of expropriation in and out of its territory; the power to tax persons and property; interest to be charged on arrears of taxes; the regulation of certain business and industries; the grant of permits; the annexation of new territory; the election of mayor; the nomination of valuator; the right to vote of companies; the construction, repair and upkeep of a bridge on the river Metis between the parishes of Sainte Flavie and Saint Octave de Metis, at Grand Metis; the convocation of special council meetings; the inspection and the sale of milk; the right to supply water outside of its territory; the authorization of certain expenses for advertising, official receptions and delegations; the mode of evaluation and collecting taxes on lands under cultivation, pasture or farmed out; the modification of demand for the payment of taxes; the sale of immoveables for the non payment of taxes; the exemption from or the commutation of taxes by the council; the mode of recovering

recouvrer les amendes imposées; ses pouvoirs généraux de réglementation, et pour d'autres fins. Village de Mont-Joli, 17 décembre 1921.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DESSAULLES, GARNEAU,
4553-51-4 LORRAIN & DESY.

Avis est par les présentes donné qu'une pétition sera présentée à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, par la corporation de la ville Baie Saint-Paul pour l'obtention d'un bill privé à l'effet :

Que la lettre patente émise le sept août 1913, constituant en corporation de ville ladite municipalité de la Baie Saint-Paul soit abrogée;

Que la loi VII, George V, chap. 76, divisant en trois quartiers ladite municipalité soit abrogée;

Que ladite municipalité formera à l'avenir une corporation de village sous le nom de "La corporation du village de Baie Saint-Paul", et sera régie par le Code municipal de la province de Québec de 1916, tel qu'amendé depuis, sauf en ce qu'il a d'incompatible avec la présente loi;

Que le présent conseil restera en fonction jusqu'au mois de janvier 1923;

Que le Conseil de ladite municipalité, en outre des pouvoirs accordés par le Code municipal de la province de Québec, peut faire amender et remplacer des règlements concernant :

L'exemption des taxes municipales pour une période de quinze ans, au plus, pour toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou exploitation nouvelle dans la municipalité, et les terrains occupés à cette fin;

La vitesse des bicycles et la manière de les conduire dans la municipalité;

L'heure de la fermeture des magasins dans la municipalité.

4573-51-4 MAYRAND & GERVAIS.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent mille quatre cent quatre-vingt-six piastres (\$700,486) pour payer le coût des travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour payer l'échange sur le dernier emprunt; pour payer les retenues faites sur certains contrats; pour payer le découvert de la commission de l'exposition; pour trottoirs permanents; pour la construction d'une côte à la rue Mathieu, dans le quartier Montcalm, et pour certains travaux de pavage permanent dans différentes rues de la cité; pour forcer les magasins de seconde main de garder un registre des effets qu'ils achètent; pour réglementer la circulation et l'exploitation des lignes d'autobus, dans les limites de la cité; pour modifier l'exemption de taxes accordée par la loi sur certains immeubles; pour souscrire un montant de cinq mille piastres (\$5,000) à l'érection d'un monument au Cardinal Taschereau; pour être autorisée à renouveler certains emprunts à longue échéance devenant échus dans le cours de l'année 1922; pour autoriser à courte échéance l'émission de tout emprunt à venir, si le conseil le juge à propos; pour compléter la loi passée à la dernière session autorisant l'élection d'un troisième échevin, dans le quartier Saint-Sauveur; pour annexer une partie de la paroisse Sainte-Foy et de la municipalité de la Petite Rivière à la cité; pour annexer à la cité une certaine pointe

finés imposed; general powers of regulation, and for other purposes.

Village of Mont Joli, December 17th, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,
LORRAIN & DESY,
Attorneys for applicant.

4554-51-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the corporation of the town of Baie Saint Paul to obtain a private bill to the following effect:

That the letters patent issued August 7, 1913, incorporating into a town the said municipality of Baie Saint Paul be annulled;

That the Act VII George V, chap. 76, dividing into three wards the said municipality be annulled;

That the said municipality be incorporated into a village corporation under the name of "The Corporation of the village of Baie Saint Paul", and be governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, of 1916, as amended, excepting wherein incompatible with the present act;

That the present council remain in office up to the month of January, 1923.

That the council of the said municipality, besides the powers granted by the Municipal Code of the Province of Quebec, may amend and replace by-laws concerning :

The exemption of municipal taxes for a period of fifteen years at most, to any person or company carrying on a new industry or exploitation within the municipality, and the lands occupied for this purpose;

The speed of bicycles and the manner of riding on them within the municipality;

The hour for closing of shops within the municipality.

4574-51-4 MAYRAND & GERVAIS.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, and to be authorized to borrow a sum of seven hundred thousand four hundred and eighty-six (\$700,486) dollars to pay for the cost of permanent works in the streets and public places of the city; to pay the exchange on the last loan; to pay the sums retained on certain contracts; to pay the overdrawn account of the exhibition commission; for permanent sidewalks; for the construction of a hill (côte) on Mathieu street, Montcalm ward, and for certain permanent paving work in different streets of the city; to compel second hand stores to keep a register of goods purchased; to regulate the circulation and exploitation of autobus lines within the limits of the city; to modify the exemption of taxes granted by law on certain immovables; to subscribe an amount of five thousand (\$5,000) dollars for the erection of a monument to Cardinal Taschereau; to be authorized to renew certain long term loans maturing within the course of the year 1922; to authorize the issue of short term loans, in the future, if the council deems it suitable; to complete the law passed at the last session authorising the election of a third alderman in Saint Sauveur ward; to annex a part of the parish of Sainte Foy and of the municipality of Little River to the city; to annex to the city a certain piece of land now in the municipality of Sillery, so as to give access to the city on the north side of Saint Cyrille street; to annex for school purposes a part of the municipality of

de terrain actuellement dans la municipalité de Sillery, de manière à donner accès à la cité au côté nord de la rue Saint-Cyrille; pour annexer pour les fins scolaires une partie de la municipalité de la Petite Rivière qui est déjà annexée pour les fins municipales; pour être autorisée à vendre à vente privée le marché et la halle Montcalm; pour être autorisée à employer un montant voté pour la reconstruction du pont Scott à la construction d'un nouveau pont au pied de la rue Marie de l'Incarnation, et pour autres fins. 4577-5124

Little River which is already annexed for municipal purposes; to be authorized to sell by private sale Montcalm market and Montcalm Hall; to be authorized to employ an amount voted for the reconstruction of Scott bridge, for the construction of a new bridge at the foot of Marie de l'Incarnation street, and for other purposes. 4578-51-4

Avis public est par le présent donné que Horace Beaupré, J.-N. Ducharme, de Saint-David-d'Estcourt, Pierre Blier, Ferdinand Blier, de Saint-Eleuthère, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet d'ériger en municipalité de campagne les lots 1 à 20, ½ S.-E. du lot 21, les lots 22 à 24 du canton de Pohénegamook, comté de Témiscouata, et les lots 1 à 27 rangs 1 et 2, dans le canton d'Estcourt, comté de Témiscouata, étant actuellement situés dans les municipalités des paroisses de Saint-David-d'Estcourt, comté de Témiscouata, et de Saint-Eleuthère, comté de Kamouraska, laquelle municipalité sera désormais connue sous le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-d'Estcourt, avec tous les pouvoirs attachés à de telles municipalités, et pour d'autres fins.

Québec, le 10 décembre, 1921.

Les procureurs des requérants,
4325-50-4 VALMORE BIENVENUE.

Public notice is hereby given that Horace Beaupré, J.-N. Ducharme, of Saint-David-d'Estcourt, Pierre Blier, Ferdinand Blier, of Saint-Eleuthère, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to erect into a rural municipality the lots 1 to 20, S.-E. ½ of lot 21, the lots 22 to 24, of the township of Pohénegamook, county of Témiscouata, and the lots 1 to 27, range 1 and 2, in the township of Estcourt, county of Témiscouata, being presently situated in the municipalities of the parishes of Saint-David-d'Estcourt, county of Témiscouata, and of Saint-Eleuthère, county of Kamouraska, said municipality to be known in the future under the name of Saint-Pierre-d'Estcourt, with all the powers attached to such municipalities, and for other purposes.

Quebec, December 10th, 1921.

VALMORE BIENVENUE,
4326-50-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est aux présentes donné que "Le Club des Arts, limitée", de la cité de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte et définissant ses pouvoirs, et pour d'autres fins connexes aux présentes. Montréal, le 9 décembre 1921.

L'avocat des requérants,
4341-50-4 WALTER-S. JOHNSON, C. R.

Public notice is hereby given that application will be made by "The Arts Club, Limited", of the city of Montreal, at the next session of the Quebec Legislature, for an act to amend its charter and to define its powers, and for all other purposes relating to these presents. Montreal, December 9th, 1921.

WALTER-S. JOHNSON, K. C.,
4342-50-4 Attorney for applicant.

Avis public est donné que Léopold Desforges, de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour exercer sa profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, après examen.

L'avocat et agent de Léopold Desforges,
4343-50-4 J.-L. GELINAS.

Public notice is hereby given that Léopold Desforges, of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the College of Physician and Surgeons of the Province of Quebec, to grant him a license to practice medicine and surgery in the Province of Quebec, after examination.

J.-L. GELINAS,
4344-50-4 Attorney and agent for Léopold Desforges.

Avis public est aux présentes donné que Wolf Signer, courtier d'assurances; Isaac Kaufman, entrepreneur; Jaramie Kivenko, industriel; Bernard Schwartz, gérant; Samuel Labenson, tailleur; Abraham Marcovitch, marchand; Solomon Pritzker, secrétaire financier; Isidore Schwartz, tailleur; David Nathanson, agent; Aron Bindman, marchand; Leibel Auwerbach, teneur de livres; Gershon Zudick, entrepreneur; Samuel Schlezinger, marchand, tous de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation "The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", dont l'objet serait de secourir ses membres devenus malades, victimes d'accidents, incapables de travailler, frappés par l'infortune et la mort, d'accorder secours et

Public notice is hereby given that Wolf Signer, insurance broker; Isaac Kaufman, contractor; Jaramie Kivenko, manufacturer; Bernard Schwartz, manager; Samuel Labenson, tailor; Abraham Marcovitch, merchant; Solomon Pritzker, financial secretary; Isidore Schwartz, tailor; David Nathanson, agent; Aron Bindman, merchant; Leibel Auwerbach, book-keeper; Gershon Zudick, contractor; Samuel Schlezinger, merchant, all of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act for the purpose of incorporating "The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", for the purpose of assisting its members in cases of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death, and to grant assistance and aid every and all other

assistance et tous autres avantages aux veufs, veuves, enfants, héritiers et légataires des membres, y compris les frais funéraires et d'enterrement, et procurer à ses sociétaires tous les autres avantages qu'accorderont, de temps à autre, les règlements de l'association et les autres pouvoirs accordés d'habitude aux sociétés similaires.

Montréal, le 9 décembre 1921.

4345—50-4 L'avocat des requérants,
NATHAN GORDON.

benefits upon widowers, widows, children, heirs and legatees of members, including funeral and cemetery benefits, and to secure to its members all other advantages which may, from time to time, be conferred by the by-laws of the association and such other powers as is usually conferred upon similar associations.

Montreal, December 9th, 1921.

4346—50-4 NATHAN GORDON,
Attorney for applicants.

Les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi les autorisant à contribuer avec d'autres pour indemniser les créanciers de feu Messire Frédéric Tétreau, en son vivant curé de Drummondville, à acheter les biens de la succession de ce dernier, et à faire pour ces fins toutes conventions qu'ils jugent nécessaires.

4347—50-4 Le procureur,
NAP. GARCEAU.

The curé and churchwardens of l'oeuvre et fabrique of the parish of Saint-Frédéric-de-Drummondville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize them to contribute with other to indemnify the creditors of the late Frédéric Tétreau, in his lifetime curé of Drummondville, to purchase the assets of the estate of the said Frédéric Tétreau, and to that end to enter into any agreement they may deem expedient.

4348—50-4 NAP. GARCEAU,
Attorney.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Arthabaska demandera à la prochaine session de la Législature l'abrogation de la loi spéciale qui la régit, chap. 70, 3 Ecouard VII, pour être mise sous la Loi générale des cités et villes, exception faite des dispositions de la section 5373 des Statuts refondus.

Arthabaska, ce 12 décembre 1921.

4367—50-4 Le procureur de la requérante,
JULES POISSON.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Arthabaska will petition the Legislature at the next session for the abrogation of the special law which governs it, chap. 70, 3 Edward VII, to be put under the General Cities and Towns act, exception to be made of the dispositions of section 5373 of the Revised Statutes.

Arthabaska, December 12, 1921.

4368—50-4 JULES POISSON,
Attorney for petitioner.

La Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation (11 Georges V, chapitre 140), afin d'obtenir des pouvoirs nouveaux et des pouvoirs plus étendus sur les matières suivantes:

(a) Contrôle des emprunts à long terme, temporaires ou en anticipation du revenu et de l'emploi de leur produit, des revenus, des dépenses, des plans de rues, boulevards, squares et de travaux municipaux en ce qui concerne les municipalités sous sa juridiction; (b) emprunts des municipalités au nom de la Commission; (c) administration des fonds d'amortissement des municipalités; (d) surveillance de l'administration des municipalités sous son contrôle et vérification des bilans des autres municipalités de l'Île de Montréal; (e) modification des formalités pour les emprunts, entr'autres quant à l'approbation par les propriétaires fonciers des municipalités sous son contrôle; (f) droit d'être avisée annuellement sur tous les divers passifs affectant le territoire compris dans les limites de chaque municipalité de l'Île de Montréal; (g) consolidation des fonds d'amortissement des municipalités sous son contrôle qui sont en retard dans leurs contributions au fonds d'amortissement; (h) approbation des emprunts de rachat des municipalités sous son contrôle sans autre formalité que l'approbation du lieutenant-gouverneur et du département des affaires municipales; (i) fixation des rôles d'évaluation des municipalités en défaut; (j) imposition et perception des taxes foncières générales et spéciales que les municipalités sous son contrôle peuvent ou doivent imposer; (k) plan général de l'Île de Montréal; (l) procédure pour la répartition sur les municipalités intéressées; (m) administration et liquidation des biens

The Island of Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending the law 11 George V, chapter 140, and giving to the said Commission additional and larger powers on the following matters:

(a) Control of all loans whether permanent, temporary or by anticipation of revenue and of their proceeds, of all revenues, expenses, of plans of streets, boulevards, squares and other municipal works regarding the municipalities under the jurisdiction of the Commission; (b) loans for the municipalities to be made in the name of the Commission; (c) administration of the sinking funds of the municipalities; (d) supervision of the administration of the municipalities under its jurisdiction and verification of the balance sheets (bilans) of the other municipalities of the Island of Montreal; (e) modification of the formalities for loans especially with respect to the approval by the proprietors, in the municipalities under its control; (f) right to be informed annually on the different liabilities encumbering the territory comprised in the limits of each municipality of the Island of Montreal; (g) consolidation of sinking funds of municipalities under its control in arrears with sinking fund contributions; (h) approval of the refunding loans of municipalities under its control without other formalities except that of the approval of the Lieutenant-Governor and of the Department of Municipal Affairs; (i) fixation of the valuation rolls of the municipalities in default; (j) imposition and perception of real-estate taxes, general or special, that the municipalities under its control may or must impose; (k) general plan of the Island of Montreal; (l) procedure as to the repartition upon

des compagnies incapables de remplir leurs obligations lorsque ces compagnies ont obtenu la garantie d'une municipalité sous son contrôle; (n) émission d'obligations ou certificats temporaires en rapport avec les emprunts de la Commission; (o) pour faire déclarer que les obligations de la Commission seront considérées comme des obligations municipales pour le placement des biens appartenant à autrui, suivant l'article 981-o du Code civil; et sur toutes matières incidentes aux objets ci-dessus.

Montréal, 13 décembre 1921.

Les procureurs de la requérante,
4393—50-4 LAURENDEAU &
LAURENDEAU.

Avis public est par les présentes donné que M. Germain Chouinard, chirurgien dentiste, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer sa profession de chirurgien dentiste, dans la province de Québec, après examen pour la pratique, mais sans examen pour admission à l'étude.

Montréal, 12 décembre 1921.

Les procureurs du requérant,
4395—50-4 LEGRAND & PERRIER.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 62 Victoria, chapitre 93, cédule B, et la loi 3 Edouard VII, chapitre 121, cédule C, sur les objets suivants :

a. paiements anticipés; b. rente payable aux sociétaires; c. cession de rente; d. pouvoir d'émettre des certificats de la caisse au nom et pour le bénéfice de plusieurs personnes conjointement; e. pouvoir de garantir un minimum de rente basé sur le tarif d'une caisse de retraite; f. montants remboursables par la caisse de remboursement; g. tenue des comptes de la caisse de remboursement par la Caisse Nationale d'Economie; et autres matières incidentes aux objets ci-dessus.

Montréal, 13 décembre 1921.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
4397—50-4

Avis est présentement donné que Dame Heva Prevost, épouse de M. Joseph-Edouard Auger, et M. Albert Prevost, médecin, de Montréal, grevés des substitutions créées par les testaments de feu M. Jean-Baptiste Beaudry, leur aïeul maternel, et feu M. Hercule-Jean-Baptiste Beaudry, leur oncle maternel, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant définitif le partage entre eux des biens dont ils sont ainsi grevés de substitution fait en conformité de la loi 5 Georges V, chapitre 156.

Montréal, ce 14 décembre 1921.

Les avocats des requérants,
4399—50-4 BEULLAC & MAILHIOT.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa charte, pour modifier et amender suivant qu'il sera nécessaire certaines dispositions de ladite charte et de ses amende-

the municipalities interested; (m) administration and liquidation of the assets of the companies unable to meet their obligations when said companies have obtained the guarantee of a municipality under its control; (n) interim bonds or certificates in connection with the loans of the Commission; (o) to have it declared that the bonds of the Commission be considered as municipal bonds for the investment of moneys belonging to other persons, according to article 981-o of the Civil Code; and as to all matters incidental thereto.

Montreal, 13th December, 1921.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
4394—50-4 Solicitors for the applicant.

Public notice is hereby given that Germain Chouinard, dental surgeon, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for obtaining the passing of an Act to authorize the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of dental surgeon, in the Province of Quebec, after examination for practice, but without examination for admission to study.

Montreal, 12th December, 1921.

LEGRAND & PERRIER,
4396—50-4 Attorneys for the petitioner.

The "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have the law 62 Victoria, chapter 93, Cedule B and the law 3 Edward VII, chapter 121, cedule C, amended on the following subjects :

a. payments by anticipation; b. rent payable to the members; c. cession of rent or pension; d. power to issue certificates of "la Caisse" in the name and for the benefit of more than one person jointly; e. power to guarantee a minimum rent based on the tariff of "la Caisse de retraite"; f. amount to be reimbursed by "la Caisse de remboursement"; g. as to the books of "la Caisse de Remboursement" to be kept by "La Caisse Nationale d'Economie"; and as to all matters incidental to the matters above mentioned.

Montreal, 13th December, 1921.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
4398—50-4 Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that Dame Heva Prevost, wife of Joseph Edouard Auger, and Albert Prevost, doctor in medicine of Montreal, institutes in the substitution created by the wills of the late Mr. Jean-Baptiste Beaudry, their maternal grandfather, and the late Hercule-Jean-Baptiste Beaudry, their maternal uncle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act ratifying and declaring definitive the sharing amongst them of the property of which they are institutes in the substitution made in conformity with Act 5 George V, chapter, 156.

Montreal, 14th, December, 1921.

BEULLAC & MAILHIOT,
4400—50-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm the powers granted to it by its charter, and to modify and amend as may be deemed necessary certain provisions of said charter and its amendments, as well as the

ments, aussi bien que l'acte des cités et villes, entre autres, relativement aux règlements du conseil avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biens-fonds; à l'aqueduc et autres utilités ou services publics; aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation; au mode de collecter les taxes et cotisations; à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes; à la restriction de l'exemption de taxes dans certains cas; à la collection et à la remise des taxes et cotisations scolaires; à leur prescription et à la fixation du rôle de cotisations de la taxe scolaire; aux franchises et privilèges dans les rues et places publiques de la municipalité; aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs; au pouvoir d'emprunt de la municipalité, aux conditions et formalités des emprunts, au fonds de réserve; à l'émission de débetures pour pourvoir au remboursement de l'emprunt de \$1,500,000.00 effectué en vertu du règlement No 155, par un nouvel emprunt pour une période n'excédant pas 30 ans d'un montant suffisant pour rembourser la balance non amortie dudit emprunt ou autrement, et relativement aux sommes dues à la municipalité; à l'extension des pouvoirs de la Cour du recorder; à la ratification de certaines cotisations pour améliorations locales, afin de pourvoir aux charges des emprunts, et pour autres fins.

Montréal, 14 décembre 1921.

Les avocats de la requérante,
BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS.
4401—50-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 85 de ladite ville au sujet d'un emprunt de \$82,500.00 et le règlement No 86 au sujet d'un emprunt de \$109,500 et pour amender sa charte concernant les objets suivants: Le droit de vote et la liste des électeurs; le vote sur les règlements: la consolidation du fonds d'amortissement; l'établissement de champs d'épuration et d'incinérateur; l'ingénieur de la ville; la réglementation des constructions, et autres fins.

Saint-Jérôme, 13 décembre 1921.

Le greffier de la ville,
A.-P. LAPLANTE.
4403—50-4

Avis public est par le présent donné par MM. Joseph Beaubien, financier de la ville d'Outremont; Rosaire Prieur, agent financier de la ville de la Pointe-aux-Trembles; Charles-F. Furse, gérant de la ville d'Outremont; Alexandre Thurber, agent manufacturier, de la ville de Longueuil; T.-Damien Bouchard, journaliste, de la ville de Saint-Hyacinthe; Peter-William McLagan, gérant, de la ville de Westmount; J.-A.-A. Brodeur, avocat, de la ville de Montréal; C.-E. McGregor, de la ville de Saint-Lambert; Jos. Viel, marchand, de Rivière-du-Loup; John Finlay, marchand, de Kénogami; W.-E. Ranger, marchand, de la ville de Lachine; Louis Cousineau, avocat, de la ville de Hull; J.-E. Pineault, lieutenant-colonel, de Mont-Joli; P.-H. Bédard, médecin, de la ville de Québec; J.-A.-A. Leclair, entrepreneur, de la ville de Verdun; Charles Raymond, entrepreneur, du Lac-des-Seize-Iles; P.-N. Verge, trésorier, de la ville de Québec; Rosaire Bernier, voyageur, de Bienville; A.-B. Hunt, de Bury; J.-P. Lalonde, notaire, de Grand'Mère, et Frederick Wright, éditeur, de la ville de Québec, qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session,

Cities and Towns' Act, amongst others, in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property; to the water works and other public utilities; to the valuation and perception rolls and their contestation; to the mode of collecting taxes and assessments; to the extension of the powers of taxation; to the restriction of the exemption of taxes in certain cases; to the collection and the remittance of school taxes; the prescription of same and the fixing of school tax panel of assessments; to franchises and privileges in the streets and public places in the municipality; to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, to the borrowing powers of the municipality, to the conditions and formalities of loans to the reserve fund, to the issue of debentures to provide to the refund of the loan of \$1,500,000.00 under by-law No. 155, by effecting a new loan for a period not exceeding 30 years, for an amount sufficient to refund the unamortised balance of said loan or otherwise, to the amounts due to the municipality and to the extension of the powers of the Recorder's Court; for the ratification of certain local improvement assessments, to provide for loan, charges, and for other purposes.

Montreal, 14th December, 1921.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,
Attorneys for petitioner.
4402—50-2

Notice is hereby given that the town of Saint-Jerome will apply to the Legislative assembly of Quebec, at its next session, to ask the granting of a law ratifying the by-law No. 85 of the said town concerning a loan of \$82,500.00 and the by-law No. 86 concerning a loan of \$109,500, and also to amend its charter regarding the following things: the right of vote and the voters list; the voting on by laws; the consolidation of the sinking fund; the building up of a dumping yard and the organization of an incineration department; the town surveyor, the by-laws controlling constructions, and for other purposes.

Saint-Jerome, December 13th, 1921.

A.-P. LAPLANTE,
Clerk of the town.
4404—50-4

Notice is hereby given by MM. Joseph Beaubien, financial, of the town of Outremont; Rosaire Prieur, financial agent of the town of Pointe-aux-Trembles; Charles-F. Furse, manager, of the town of Outremont; Alexander Thurber, manufacturer's agent of the town of Longueuil; T.-Damien Bouchard, journalist, of the town of Saint-Hyacinthe; Peter-William McLagan, manager, of the town of Westmount; J.-A.-A. Brodeur, advocate, of the city of Montreal; Nap. Garceau, advocate, of the town of Drummondville; C.-E. McGregor, of the city of Saint-Lambert; Jos. Viel, merchant, of Rivière-du-Loup; John Finlay, merchant, of Kenogami; W.-E. Ranger, merchant, of the town of Lachine; Louis Cousineau, advocate, of the town of Hull; J.-E. Pineault, lieutenant-colonel, of Mont-Joli; P.-H. Bédard, physician, of the city of Quebec; J.-A.-A. Leclair, contractor, of the town of Verdun; Charles Raymond, contractor, of the Lake of Sixteen Islands; P.-N. Verge, treasurer, of the city of Quebec; Rosaire Bernier, traveller, of Bienville; A.-B. Hunt, of Bury; J.-P. Lalonde, notary public, of Grand'Mère, and Frederick Wright, editor, of the city of Quebec, that they will

pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation sans capital-action, sous le nom de l'Union des municipalités de la province de Québec, avec siège social à Montréal, dans le but d'harmoniser et combiner les forces municipales de la province de Québec; de recueillir et donner des renseignements; de publier des journaux, revues et autres publications, de s'occuper de toutes questions municipales; d'autoriser les municipalités de la province à devenir membre de ladite corporation et à payer certains droits à cet effet, et pour toutes autres fins.

Montréal, 14 décembre 1921.

4405-50-4

JEAN & BIRON,
Les avocats des requérants.

apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them into a corporation without capital, to be known as "L'Union des Municipalités de la province de Québec" with its principal place of business at Montreal, for the purpose of uniting and combining all the municipalities of the Province of Quebec, of gathering and giving informations, of publishing papers, magazines and other publications and of looking after all matters interesting municipalities, of authorizing the municipalities of the Province of Quebec to form part of the said corporation and pay certain fees for that purposes, and also for other purposes.

Montreal, 14 December, 1921.

4406-50-4

JEAN & BIRON,
Attorneys for plaintiffs.

Avis public est par le présent donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (7 Geo. V, chap. 66 et amendements) ainsi que certains amendements à la Loi des cités et villes concernant ladite cité de Sherbrooke, pour les objets suivants :

Augmenter la limite des emprunts temporaires qui peuvent être effectués par la cité chaque année;

Augmenter le taux de l'intérêt sur les taxes municipales;

Augmenter le taux de la taxe foncière;

Légaliser les règlements Nos 400 à 416 des règlements municipaux de la cité de Sherbrooke;

Pourvoir au paiement d'une indemnité annuelle à chacun des échevins;

Avoir le droit de faire emprisonner les personnes condamnées à l'amende pour infraction aux règlements municipaux, à défaut de paiement de l'amende et des frais;

Obtenir le droit de vendre, au prix coûtant, aux contribuables de la cité, des appareils ou ustensiles de cuisine chauffés par l'électricité ou par le gaz;

Obtenir le droit de vendre au comptoir les obligations de la cité, au pair ou plus, après avoir demandé des soumissions;

Pouvoir faire, amender et abroger des règlements pourvoyant à la création d'un fonds de pension ou de retraite pour les employés municipaux;

Fixer la date de votation par les propriétaires sur les règlements d'emprunt;

Taxer les propriétaires pour le renouvellement des raccordements de leur propriété à l'aqueduc, aux égouts, à l'électricité et au gaz quand ces renouvellements seront nécessités par des travaux permanents;

Accorder un escompte à ceux qui paieront d'avance toutes les taxes imposées pour rembourser le coût des travaux permanents;

Libérer la cité de toute responsabilité pour les dommages causés aux propriétés et aux personnes en cas d'émeutes;

Avoir le droit de choisir le terrain pour l'École technique de Sherbrooke.

Sherbrooke, 14 décembre 1921.
Les procureurs de la cité de Sherbrooke,
O'BREADY, PANNETON & BOISVERT.
4417-50-4

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter (7 Geo. V, chap. 66 and amendments) as well as certain amendments to the Cities and Towns' Act concerning the said city of Sherbrooke, for the following purposes :

To increase the limit of temporary loans which can be contracted by the city, yearly;

To increase the rate of interest on municipal taxes;

To increase the rate of the property tax;

To legalise the by-laws Nos. 400 and 416 of the municipal by-laws of the city of Sherbrooke;

Provide for the payment of an annual indemnity to each alderman ;

To have the right to have imprisoned persons condemned to a fine for infractions of the municipal by-laws, in default of payment of the fine and costs;

To obtain the right to sell, at cost, to the rate payers of the city, equipment and kitchen utensils heated by electricity or gas;

To obtain the right to sell, by public subscription, bonds of the city, at par or more, after having asked for tenders;

The right to make, amend and repeal by-laws proceeding for a creation of a fund for municipal employees;

To fix the date on which property owners will vote on loan by-laws;

To tax the proprietors for the renewal of waterworks, sewers, electric and gaz connections to their property when these renewals are necessitated by permanent works;

To grant a discount to those who will pay in advance all the taxes levied to reimburse the cost of permanent works;

To free the city of all responsibility for damages caused to persons and property, in case of rent;

To have the right to choose the land for the Sherbrooke technical school.

Sherbrooke, 14th December, 1921.
O'BREADY, PANNETON & BOISVERT,
Attorneys for the city of Sherbrooke.
4418-50-4

Avis public est donné que la "Asbestos Corporation of Canada, Limited", corps légalement constitué, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire adopter une loi amendant la charte de la cité de Thetford-Mines en abrogeant l'article 2 de l'Acte 11 George V, chapitre 121, et pour d'autres fins.

Thetford-Mines, 14 décembre 1921.

Les avocats de la requérante,
4433—50-5 COOK & MAGEE.

Public notice is hereby given that the "Asbestos Corporation of Canada, Limited", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend the charter of the city of Thetford Mines by repealing section 2 of the Act 11 George V, chap. 121, and for other purposes.

Thetford-Mines, 14th December, 1921.

COOK & MAGEE,
4434—50-5 Attorneys for applicant.

Avis public est donné, par les présentes, que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Mesdames Théophita Marier, Elizabeth Fleurant et Rachel Rainville, toutes trois gardes-malades pratiquant en la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi amendant la loi 10 Georges V, chapitre 141, concernant l'association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec, dans le but de permettre l'admission, dans l'association, des gardes-malades qui pratiquaient comme telles à l'époque de la sanction de la dite loi ou qui avaient fait un an d'études dans une école de formation attachée à un hôpital autorisé à décerner un certificat ou un diplôme de garde-malades et pour autres fins.

Les avocats des requérantes,
4435—50-4 DECARIE & DECARIE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Misses Theophita Marier, Elizabeth Fleurant and Rachel Rainville, all three nurses practising in the city of Montreal, for the adoption of an act amending Act 10 Geo. V, chapter 141, concerning the Association of Registered Nurses of the Province of Quebec, for the purpose of permitting the admission into the association of nurses practising as such at the date of the sanction of the said act who had studied for one year in a training school attached to a hospital authorized to grant certificate or diploma for nursing or other purposes.

DECARIE & DECARIE,
4436—50-4 Attorneys for the petitioners.

Avis public est donné que la "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada", demandera à la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet de modifier le nom de la compagnie, d'accorder l'autorisation d'augmenter le nombre des administrateurs, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
4437—50-4 DECARIE & DECARIE.

Public notice is given that demand will be made by the "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada" to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to modify the name of the company to obtain powers to increase the number of directors and for other purposes.

DECARIE & DECARIE,
4438—50-4 Attorneys for applicant.

Avis est par les présentes donné que le bureau des Commissaires des écoles protestantes de la cité de Sherbrooke fera application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à fin d'amender sa charte concernant la teneur du paragraphe 11a, décrété par 9 Edouard VII, chapitre 40, section 1, à fin de permettre au dit bureau de direction d'imposer une taxe spéciale de pas plus de cinq millins, au lieu de trois millins dans la piastre, sur les immeubles appartenant exclusivement aux protestants.

Daté le 28ième jour de novembre 1921.

Les procureurs des applicants,
4217—49-4 FRASSER, RUGG & MIGNAULT.

Notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter concerning the provisions of paragraph 11a, enacted by 9 Edward VII, chapter 40, section 1, to permit said board to impose a special tax on real estate belonging exclusively to protestants, of not more than five mills instead of three mills in the dollar.

Dated, 28th November, 1921.

FRASSER, RUGG & MIGNAULT,
4218—49-4 Solicitors for applicants.

Avis public est par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal ou par tout autre loi relativement à une réclamation qu'ils entendent exercer contre la cité de Montréal, à l'égard du changement de niveau de la rue Desery, entre les rues Hoche-laga et Nolan, de ladite cité de Montréal, affectant spécialement les subdivisions Nos 70-71-72-73-77 à 89 et 158 à 166 du lot originaire No 53, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga.

Montréal, le 7 décembre 1921.

Les exécuteurs testamentaires de la
succession Jos. Barsalou,
4259—49-4 HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU.

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special act derogating to the rules of prescription enacted in the charter of the city of Montreal or in any other act respecting a claim they have against the city of Montreal, with regard to the change of level of Desery street, between Hoche-laga and Nolan streets, of the said city, affecting especially the subdivisions Nos. 70, 71, 72, 73, 77 to 89, and 158 to 166 of original lot No. 53, on the official plan of the incorporated village of Hoche-laga.

Montreal, 7th December, 1921.

The testamentary executors of the
Estate Jos. Barsalou,
4260—49-4 HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU.

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et amendant sa charte la loi 2 George V, chapitre 73 et ses amendements aux fins: d'abroger la section 19 de la loi 2 George V, chapitre 73, la section 8 de la loi 3 George V, chapitre 69, et de déterminer de nouveau l'évaluation des terres en culture, en pâturage, non défrichées ou terres à bois; limiter la taxe à percevoir de ces terrains pour fins municipales et scolaires; changer la date des élections municipales et de la préparation de la liste des électeurs, et pour autres fins.

Lachine, 5 décembre 1921.

Le procureur de la ville Lasalle,
4261—49-4 A.-S. PELLETIER.

Public notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying and amending its charter, the act 2 George V, chapter 73 and amendments thereto for the purposes: of repealing section 19 of the act 2 George V, chapter 73, section 8 of the act 3 George V, chapter 69 and to determine anew the valuation of the lands under cultivation, or farmed or used as pasture for cattle and all uncleared lands or wood lots; limiting the tax to be levied on such lands for municipal and school purposes; changing the date of municipal elections and the preparation of voters' lists, and for other purposes.

Lachine, 5th December, 1921.

A.-S. PELLETIER,
4262—49-4 Attorney for the town of Lasalle.

Avis public est par les présentes donné que Arthur Berthiaume, d'Outremont; Edouard Berthiaume, de Montréal; Dame Angéline Berthiaume, épouse séparée de biens de Pamphile-R. DuTremblay, avocat, de Montréal, autorisée de celui-ci; Dame Helmina Berthiaume, épouse séparée de biens de Joseph Rivest, de Montréal, autorisée de celui-ci, et demoiselle Anna Berthiaume, fille majeure, de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi confirmant la donation faite le 26 décembre 1914 par feu l'honorable Trefflé Berthiaume, en son vivant conseiller législatif de Montréal, à Arthur Berthiaume, Z. Fontaine et J.-R. Mainville, en fiducie, devant J.-L. Girouard, notaire, et déclarant la nomination faite par un juge de la Cour supérieure d'un fiduciaire en vertu de cette donation le 23 novembre 1921 définitive, et confirmant un acte de nomination fait devant le notaire J.-L. Girouard le 26 septembre 1921 par Arthur Berthiaume, *ès-qualité* de fiduciaire testamentaire du dit feu l'honorable Trefflé Berthiaume de fiduciaires conjoints pour la période y mentionnée, et pour d'autres fins.

Montréal, 5 décembre 1921.

Les procureurs des pétitionnaires,
GEOFFRION, GEOFFRION
4249—49-4 & PRUD'HOMME.

Public notice is hereby given that Arthur Berthiaume, of the city of Outremont; Edouard Berthiaume, of Montreal; Dame Angéline Berthiaume, wife separate as to property of Pamphile-R. DuTremblay, of the city of Montreal, advocate, herein authorized by her said husband; Dame Helmina Berthiaume, wife separate as to property of Joseph Rivest, of Montreal, herein authorized by her said husband, and Miss Anna Berthiaume, of the city of Montreal, unmarried woman of full age, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act confirming the donation made on the 26th of December, 1914, by the late Honourable Trefflé Berthiaume, in his lifetime of the city of Montreal, Legislative councillor, to Arthur Berthiaume, Z. Fontaine and J.-R. Mainville, in trust, before J.-L. Girouard, notary, and declaring absolute and final the nomination made by a judge of the Superior Court of a trustee in virtue of said donation on the 23rd of November, 1921, and confirming an act of nomination passed before said notary, J.-L. Girouard on the 26th of September, 1921, by Arthur Berthiaume *ès-qualité* of testamentary trustee of said late Honourable Trefflé Berthiaume of joined trustees for the period therein mentioned, and for other purposes.

Montreal, 5th December, 1921.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME.
4250—49-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de Louiseville, pour l'adoption d'une loi aux fins de reviser et refondre sa charte; d'amender à son sujet les lois générales et spéciales et d'appliquer la Loi des cités et des villes en amendant au besoin certaines dispositions, entre autres celles relativement à la continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes, documents et droits déjà acquis aux quartiers de la ville, à l'élection et aux fonctions du maire et des échevins et à leur terme d'office; à l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes et cotisations; aux services d'eau dans la municipalité et dans les municipalités avoisinantes; à la soustraction de la dette de la ville dans l'application des articles 5776 et suivants S.R.Q., 1909, les montants empruntés pour l'achat et la construction d'un aqueduc, et pour autres fins.

Louiseville, 6 décembre 1921.

Le secrétaire-trésorier,
4287—49-4 J.-A. FERRON.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Louiseville, for an act to revise its charter and amend on its behalf the general and special laws and to apply thereto the Cities and Towns' Act with amendments to certain provisions, when required, among others respecting the continuance of the rights, powers, by-laws, resolutions, ordinances, acts, documents and rights already acquired the wards of the town, the election and attributions of the mayor and aldermen and their term of office; the interest to be charged on arrears of taxes and assessments; water service in the municipality and in adjacent municipalities; the subtraction from the debt of the town in so far as articles 5776 and following of the Q.R.S., 1909, may apply, of the sums borrowed from the purchase and construction of waterworks, and for other purposes.

Louiseville, 6th December, 1921.

J.-A. FERRON,
4288—49-4 Secretary-Treasurer.

Avis public est donné que René Therrien, de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, après examen.

L'avocat et agent de René Therrien,
4263—49-4 JOACHIM-L. GELINAS.

Public notice is given that René Therrien, of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the college of physicians and surgeons of the Province of Quebec, to grant him a license to practice as physician and surgeon in the Province of Quebec, after examination.

JOACHIM-L. GELINAS,
4264—49-4 Attorney and agent for René Therrien.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Wilbrod Décarie, de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur et fidéi-commissaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, en son vivant de la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, pour qu'il lui soit loisible, en sa dite qualité, d'augmenter la rente annuelle des neveux et nièces du testateur payée sur les revenus de sa succession, et aussi de créer et payer à même ces revenus de la dite succession, une rente annuelle à chacun des enfants de cesdits neveux et nièces, et de modifier la rémunération du dit exécuteur testamentaire, et pour autres fins.

Montréal, ce 5 décembre 1921.
Les avocats du requérant,
4265—49-4 DECARY & DECARY.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Wilbrod Décarie, of Montreal, in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the estate of the late Joseph-Aimé Massue, in his lifetime of the parish of Saint-Aimé, in the county of Richelieu, that it may be lawful for him, in his said quality, to increase the annual rent of the nephews and nieces of the testator paid upon the revenues of his estate, and also to create and pay from these revenues of the said estate an annual rent to each of the children of these said nephews and nieces; and to modify the remuneration of the said testamentary executor, and for other purposes.

Montréal, 5th December, 1921.
DECARY & DECARY,
4266—49-4 Attorneys for petitioner.

VILLE DE MONTREAL-OUEST

Avis public est aux présentes donné que la ville de Montréal-Ouest demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi amendant sa charte, loi 1 George V (2e session), c. 65 et les amendements subséquents, à l'effet de lui donner certains pouvoirs qu'elle ne possède pas de créer et constituer des rôles spéciaux de perception pour le prélèvement des taxes spéciales couvrant le coût de la construction de routes, trottoirs, améliorations hydrauliques et égouts, prévus par les règlements Nos 78 et 80 de ladite ville, en vue de répartir partie de ces frais sur les propriétaires adjacents, tel que pourvu par lesdits règlements; la balance dudit coût pour être prélevé au prorata, par répartition spéciale sur toute la propriété immobilière imposable de ladite ville, et pour d'autres fins.

Montréal, 7 décembre 1921.
Les avocats de la ville de Montréal-Ouest,
DAVIDSON, WAINWRIGHT,
4291—49-4 ELDER & HACKETT.

TOWN OF MONTREAL WEST.

Public notice is hereby given that the town of Montreal West will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, being the act 1 George V (2nd session), c. 65 and subsequent amendments, to give it certain powers which it does not possess to create and enact special collection rolls for the levying of the special taxes covering the cost of construction of roads, sidewalks and water and sewer facilities, provided by by-laws Nos. 78 and 80 of the said town, with a view to assessing a portion of such cost upon the frontage proprietors as by said by-laws provided; the balance of said cost to be levied rateably by special assessment upon all the taxable immovable property of the said town, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1921.
DAVIDSON, WAINWRIGHT,
ELDER & HACKETT,
Solicitors for the town of Montreal West.
4292—49-4

Avis public est ici donné que Dame Nora Hunter, veuve de feu Walter Norton Evans, en son vivant de la cité de Montréal; Nevil Norton Evans, professeur de chimie; Dame Lillian Norton Evans, épouse séparée de biens de Henry M. Mackay, professeur de génie civil, et ledit H. M. Mackay, pour autoriser sadite épouse, et Gladys Norton Evans, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Dame Mabel Norton Evans, de la cité d'Ottawa, épouse séparée de biens de George-C. Wright, du même lieu, avocat, et ledit T.-C. Wright pour autoriser sadite épouse, et Percy Norton Evans, de la ville de Lafayette, dans l'Etat de l'Indiana, E. U. A., professeur de chimie, qu'ils demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi ratifiant une certaine convention

Public notice is hereby given by Dame Nora Hunter, widow of the late Walter Norton Evans, in his lifetime of the city of Montreal; Nevil Norton Evans, professor of chemistry; Dame Lillian Norton Evans, wife separate as to property of Henry M. Mackay, professor of civil engineering, and the said H. M. Mackay, for the purpose of authorizing his said wife, and Gladys Norton Evans, spinster, all of the city of Montreal, and Dame Mabel Norton Evans, of the city of Ottawa, wife separate as to property of George-C. Wright, of the same place, advocate, and the said G. C. Wright for the purpose of authorizing his said wife, and Percy Norton Evans, of the town of Lafayette, in the state of Indiana, U. S. A., professor of chemistry, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next

intervenue entre ladite Dame Nora Hunter et al, le 4 janvier 1912, pardevant E. W. H. Phillips, notaire, le 6 janvier 1912, sous le No 6849 de son répertoire, et ratifiant la nomination de fiduciaires en vertu d'un arrangement matrimonial anténuptial de ladite Dame Nora Hunter, confirmant aussi leurs pouvoirs, et pour autres fins.

Montréal, le 24 décembre 1921.

Les avocats des requérants,

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.
4607—52-4

session, for an Act to confirm a certain agreement between the said Dame Nora Hunter et al, dated 4th. January, 1912, and deposited with E. W. H. Phillips, notary, on the 6th of January, 1912, under No 6849 of his repertoire, and to ratify the appointment of trustees under the antenuptial marriage settlement of the said Dame Nora Hunter, and to confirm their powers, and for other purposes.

Montreal, December 24th, 1921.

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.
4608 Attorneys for applicants.

Avis est donné que Eugène Berthiaume, de la cité d'Outremont, journaliste, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour déclarer valides et confirmer les actes et transports suivants : 1o Acte de vente passé à Montréal le 6 mars 1919, devant P. Angers, N. P., par Arthur Berthiaume, de la cité d'Outremont, avocat et journaliste, ès-qualité de fiduciaire et administrateur de la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de "La Presse Publishing Company Limited" ; 2o Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, ès dite qualité, à Edouard Berthiaume, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 3o Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, ès dite qualité, à Edouard Montet, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 4o Acte de transport sous seing privé le 21 février 1920, déposé devant Ed. Cholette, N. P., le 28 février 1920, par Edmond Montet audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 5o Acte de transport le 21 octobre 1921, devant J.-M. Savignac, N. P., par ledit Edouard Berthiaume audit Eugène Berthiaume de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; pour déclarer que ledit Eugène Berthiaume est seul propriétaire desdites sept mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie à lui transportées tel que susdit ; et pour d'autres fins.

Les avocats du requérant,

DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN.

Montréal, 21 décembre 1921. 4617—52-4

Notice is given that Eugène Berthiaume, of the city of Outremont, journalist, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a bill declaring valid and confirming the following deeds and transfers of property : 1o Deed of sale passed at Montreal on the 6th March, 1919, before P. Angers, N. P., by Arthur Berthiaume, of the city of Outremont, advocate and journalist, in his quality of trustee and administrator of the estate of the late Honourable Trefflé Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of "La Presse Publishing Company, Limited" ; 2o Deed of sale passed the same day, before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality to Edouard Berthiaume, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company ; 3o Deed of sale passed on the same day, before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality, to Edmond Montet, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company ; 4o Deed of transfer under private signature on the 21st February, 1920, deposited before Ed. Cholette, N. P., on the 28th February, 1920, by Edmond Montet to the said Eugène Berthiaume, of 2500 common shares of the said company ; 5o Deed of transfer on the 21st October, 1921, before J. M. Savignac, N. P., by the said Edouard Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of the said company ; declaring that the said Eugène Berthiaume is the only proprietor of the said 7500 common shares of the said company to him transferred as aforesaid, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st December, 1921. 4618—52-2

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, aux fins de l'autoriser à vendre, à vente privée, le terrain de la partie de la Cinquième avenue fermée à la circulation publique et s'étendant de la rue Notre-Dame à la rue Saint-Joseph, dans la cité de Lachine, et pour autres fins.

Lachine, 28 décembre 1921.

A.-S. PELLETIER,

4635—52-4 Le procureur de la requérante.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to amend its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, in order to authorize it to sell, by private sale, the land of Fifth avenue closed to public traffic and stretching from Notre-Dame street to Saint-Joseph street, in the city of Lachine, and for other purposes.

Lachine, December 28th, 1921.

A. S. PELLETIER,

4636—52-4

Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que M. Donat Raymond, des cité et district de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, s'ouvrant le 10 janvier 1922, pour obtenir l'adoption d'une loi

Public notice is hereby given that Mr. Donat Raymond, of the city and district of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, opening on the 10th of January, 1922, to obtain the passing of an act confirm-

lui confirmant droit de propriété absolue dans une lisière de terre située entre les rues DesRivières et Windsor, en la cité de Montréal, et désignée comme suit: Lisière de terre non cadastrée mesurant vingt-quatre pieds de large environ, mesure anglaise, lisière bornée en front par la rue Windsor, en arrière par la rue DesRivières, du côté nord-ouest par le lot numéro sept cent dix-huit (718) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, du côté sud-est par le lot numéro sept cent seize (716) desdits plan officiels.

Montréal 26 décembre 1921.

Les procureurs du requérant,
4647-52-4 PERRAULT & RAYMOND.

ing his absolute right of property in a strip of land situate between DesRivières and Windsor streets, in the city of Montreal, and designated as follows: A non cadastred strip of land measuring about twenty four feet in width, English measurement, and bounded in front by Windsor street, in the rear by DesRivières street, on the northwest side by the lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, on the southeast side by the lot number seven hundred and sixteen (716) on the said official plan.

Montreal, 26th December, 1921.

PERRAULT & RAYMOND
4648-52-4 Attorneys for applicant.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

2623-21

Québec, 28 décembre 1921.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte de tout le canton de Launay, comté de Témiscamingue, sous le nom de Launay. Ledit canton n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée.

4621-52-2

2623-21

Quebec, 28th December, 1921.

Application is made to erect a distinct school municipality with the whole of the township of Launay, county of Temiscamingue, under the name of Launay. The said township not belonging to any organized school municipality.

4622-52-2

1650-21

Québec, 14 décembre 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, les lots Nos 1 à 10, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Apollinaire et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Nicolas, paroisse, comté de Lévis.

4519-51-2

1650-21

Quebec, December 14th, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Apollinaire, county of Lotbinière, the lots Nos 1 to 10, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Apollinaire and to annex the same to the school municipality of Saint-Nicholas, parish, Levis county.

4520-51-2

2623-21

16 décembre 1921.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte de tout le canton de Launay, comté de Témiscamingue, sous le nom de Launay; ledit canton n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée.

4517-51-2

2623-21

December 16th, 1921.

Application is made to form a distinct school municipality of the whole of the township of Launay, county Temiscamingue, under the name of de Launay; this township not belonging to any organized school municipality.

4518-51-2

Département du trésor

Treasury Department

AVIS DE FUSION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

NOTICE OF AMALGAMATION OF A BENEFIT ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph de Lachine, société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi 41 Vict. (1), ch. 30, tel qu'amendé par 43 Vict. (2), ch. 70 et 57 Vict., ch. 82, a décidé par une résolution dûment adoptée à une assemblée spéciale extraordinaire de ses membres tenue le trentième jour d'août 1921, de se fusionner avec la Société des Artisans Canadiens-français, autre société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi du Canada 7-8 Geo. V, ch. 71, et régulièrement enregistrée pour faire affaires dans cette province.

Les termes et conditions de ladite fusion ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le vingt-quatrième jour de décembre 1921, sous le numéro 2543, et à compter de la date de la première publication du présent avis, la fusion des deux sociétés sera opérée et la corporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine

Notice is hereby given that the "Union Saint-Joseph de Lachine", a mutual benefit association incorporated in virtue of Act 41 Vict. (1), ch. 30, as amended by 43 Vict. (2), ch. 70 and 57 Vict., ch. 82, has decided by a resolution duly adopted at a special extraordinary meeting of its members held the thirtieth day of August, 1921, to amalgamate with the "Société des Artisans Canadiens-français", another mutual benefit association incorporated in virtue of Statutes of Canada 7-8, Geo. V, ch. 71, and regularly registered to do business in this Province.

The terms and conditions of the said amalgamation have been approved by the Lieutenant Governor in Council on the twenty fourth day of December, 1921, under the number 2543, and from the date of the first publication of the present notice, the amalgamation of both associations will take effect and the corporation of

sera dissoute *ipso facto*, le tout conformément aux dispositions des articles 7058a et suivants, des Statuts refondus de Québec, 1909, tels qu'amendés par la loi 11 Geo. V, ch. 85, sec. 2.

Donné conformément aux dispositions de l'article 7058d, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de décembre 1921.

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec,
P. Q. 4645—52-2

Avis est par le présent donné que la "New Hampshire Fire Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingtième jour de décembre 1921.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec sont: R. DeGrandpré, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingtième jour de décembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4561—51-2

the "Union Saint Joseph de Lachine" shall be dissolved *ipso facto*, the whole pursuant to the provisions of articles 7058a and following of Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended by Act 11, Geo. V, ch. 85, sec. 2.

Given pursuant to the provisions of article 7058d R. S. Q., 1909, this twenty ninth day of December, 1921.

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 4646—52-2

Notice is hereby given that the "New Hampshire Fire Insurance Company" has been registered to transact, within the province of Quebec, the business of fire insurance, on and after the twentieth day of December, 1921.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: R. DeGrandpré, 17 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this twentieth day of December, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 4562—51-2

Actions en séparation de biens

Dans la Cour supérieure, pour la province de Québec, district de Montréal, No 5085.

Dame Emma Sarrazin, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph-Wilbrod Morand, restaurateur, dû même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué contre le dit Joseph-Wilbrod Morand, défendeur, une action en séparation de biens le 14ième jour de décembre 1921.

Montréal, 16 décembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
4467—51-5 BERARD, REILLY & HAINES.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4415.

Dame Philomena Venditti, épouse d'Alphonse Moinelli, marchand, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs ledit Alphonse Moinelli, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, 12 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4469—50-5 A.-S. DEGUIRE.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6060.

Dame Rose-Anna Pépin, de Saint-Jules, épouse de Ernest Poulin, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Ernest Poulin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Saint-Joseph, Beauce, 17 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4471—50-5 ROZAIRE BEAUDOIN.

Actions for separation as to property

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montréal, No. 5085.

Dame Emma Sarrazin, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Wilbrod Morand, innkeeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, on the 14th day of December 1921, an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, December 16th, 1921.

BERARD, REILLY & HAINES,
4468—51-5 Attorneys for plaintiff,

Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, No. 4415.

Dame Philomena Venditti, wife of Alphonse Moinelli, merchant, of Montréal, duly authorized to *ester en justice*; vs the said Alphonse Moinelli, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, September 12th, 1921.

A.-S. DEGUIRE,
4470—50-5 Solicitor for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6060.

Dame Rose-Anna Pépin, of Saint-Jules, wife of Ernest Poulin, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Ernest Poulin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Saint-Joseph Beauce, 17th December, 1921.

ROZAIRE BEAUDOIN,
4472—50-5 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 2628.

Florence-Lillian Scripture, du village de Vaudreuil, district de Montréal, épouse de Curtis-Lloyd Parkinson, agent, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un jugement de cette cour, demanderesse; vs Curtis-Lloyd Parkinson, agent, du village de Vaudreuil, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 6ième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Le procureur de la demanderesse,
4473—51-5 GEO.-L. ALEXANDER.

Cour supérieure, Montréal, No 768.

Dame Aurore Laboursodière, épouse commune en biens de Elzéar Lalonde, électricien, de Montréal, demanderesse; vs ledit Elzéar Lalonde, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause ce jour.

Montréal, 19 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4497—51-5 CLEMENT ROBITAILLE.

Cour supérieure, Montréal, No 925.

Dame Exéline Patenaude, épouse commune en biens de Napoléon Ste-Marie, épicoier, de Montréal, demanderesse; vs ledit Napoléon Ste-Marie, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause ce jour.

Montréal, le 19 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4499—51-5 CLEMENT ROBITAILLE.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 1419.

Jessie-Kirk Stewart, de Montréal, épouse commune en biens de William-Jackson-Small Sharp, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 3 décembre 1921.

L'avocat du demandeur,
4311—50-5 JOHN MACNAUGHTON.

Canada, province of Québec, district of Saint-François, Cour supérieure, No 925.

Dame Bertha-Velma Ames, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph-Dalbe Dustin, autrefois marchand, à Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs Joseph-Dalbe Dustin, autrefois, marchand, de Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'octobre 1921.

Sherbrooke, ce 10 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4255—49-5 J.-V. D'ARTOIS.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 3685.

Dame Ida Dansereau, épouse de Zénon Touchette, commis, tous deux de Verdun, dit district, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, 2 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4369—50-5 JULIEN BRISSON.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2628.

Florence-Lillian Scripture, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, wife of Curtis-Lloyd Parkinson, of the same place, agent, and duly authorized to *ester en justice* by a judgment of this Court, plaintiff; vs Curtis-Lloyd Parkinson, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, agent, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the 6th day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

GEO.-L. ALEXANDER,
4474—51-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No 768.

Mrs Aurore Laboursodière, wife common as to property of Elzéar Lalonde, electrician, of Montreal, plaintiff; vs the said Elzéar Lalonde, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Montreal, December 19, 1921.

CLEMENT ROBITAILLE,
4498—51-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 925.

Mrs Exéline Patenaude, wife common as to property of Napoléon Ste-Marie, grocer, of Montreal, plaintiff; vs the said Napoléon Ste-Marie, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Montreal, December 19, 1921.

CLEMENT ROBITAILLE,
4500—51-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1419.

Jessie-Kirk Stewart, of Montreal, wife of William-Jackson-Small Sharp, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Montreal, 3rd December, 1921.

JOHN MACNAUGHTON,
4312—50-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 925.

Dame Bertha-Velma Ames, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, plaintiff; vs Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-second day of October, 1921.

Sherbrooke, November 10th, 1921.

J.-V. D'ARTOIS,
4256—49-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3685.

Dame Ida Dansereau, wife of Zenon Touchette, clerk, both of Verdun, said district, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 12th December, 1921.

JULIEN BRISSON,
4370—50-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2582.

Dame Olivine Charbonneau, épouse commune en biens de Damase Charbonneau, de Montréal, et dûment autorisée à l'effet des présentes par la Cour supérieure, demanderesse; vs Damase Charbonneau, cordonnier, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le vingt-neuvième jour de novembre 1921.

Montréal, 5 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

4257—49-5 L. HOULE,
76 Saint-Gabriel.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2519.

Dame Rosie Scherer, de la cité et du district de Montréal, épouse de Samuel Weininger, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de la Cour supérieure, le 14 novembre 1921, demanderesse; vs ledit Samuel Weininger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en la présente cause.

Montréal, 22 novembre 1921.

Les avocats de la demanderesse,

4125—48-5 JACOBS & PHILLIPS.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dame Aldéa Marcotte, de Saint-Adrien-de-Ham, comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, épouse de Pierre Sévigny, du même lieu, dit district, journalier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs ledit Pierre Sévigny, de Saint-Adrien-de-Ham, comté de Wolfe, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 novembre 1921.

Sherbrooke, 23 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

4163—48-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 64.

Dame Marie-Anne Maclure, du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, épouse de George Houle, fils, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs George Houle, fils, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Sherbrooke, P. Q., 24 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

4189—48-5 L.-E. CHARBONNEL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3500. Dame Yvonne Girard, épouse commune en biens de Ernest Jodoin, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ernest Jodoin, charpentier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le vingt-unième jour de novembre 1921.

Montréal, 29 novembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

4165—48-5 LAMARRE, MONET & BOURDON.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2582.

Dame Olivine Charbonneau, wife common as to property of Damase Charbonneau, of Montreal, and duly authorized for the purpose of these presents by the Superior Court, plaintiff; vs Damase Charbonneau, of Montreal, shoemaker, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the twenty-ninth day of November, 1921.

Montreal, 5th December, 1921.

L. HOULE,

Attorney for plaintiff,
76 Saint-Gabriel.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2519.

Dame Rosie Scherer, of the city and district of Montreal, wife of Samuel Weininger, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, by judgment of the Superior Court, on 14th November, 1921, plaintiff; vs the said Samuel Weininger, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 22nd November, 1921.

JACOBS & PHILLIPS,

4126—48-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Dame Aldéa Marcotte, of Saint-Adrien-de-Ham, county of Wolfe, in the district of Saint Francis, wife of Pierre Sévigny, of the same place, said district, laborer, duly authorized to *ester en justice* to the present hereof, by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs the said Pierre Sévigny, of Saint-Adrien-de-Ham, county of Wolfe, district of Saint-François, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Sherbrooke, 23rd November, 1921.

EMILE RIOUX,

4164—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 64.

Dame Marie-Anne Maclure, of the village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, wife of George Houle, jr, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs George Houle, jr, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant by plaintiff.

Sherbrooke, P. Q., November, 24th, 1921.

L.-E. CHARBONNEL,

4190—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3500. Dame Yvonne Girard, wife common as to property of Ernest Jodoin, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Ernest Jodoin, of the city and district of Montreal, carpenter, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the twenty-first day of November, 1921.

Montreal, 29th November, 1921.

LAMARRE, MONET & BOURDON,

4166—48-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps
et de biens

Province de Québec, district de Trois-Rivières,
Cour supérieure, No 16.

Harry-Thomas Britton, commis à l'emploi de
la Brown Corporation, La Tuque, demandeur;
vs Isabelle Hoddson, épouse commune en biens
du dit Harry-Thomas Britton, également de la
ville de La Tuque, défenderesse.

Une action en séparation de corps a été instituée
en cette cause le 14ième jour de novembre
1921.

Trois-Rivières, le 16 décembre 1921.

Le procureur du demandeur,
4475—51-5 C.-ROMULUS DUCHARME.

Action for separation as to bed and
board

Province of Quebec, district of Three Rivers,
Superior Court, No. 16.

Harry-Thomas Britton, clerk at the employ of
Brown Corporation, at La Tuque, plaintiff; vs
Isabelle Hoddson, wife common as to property
of the said Harry-Thomas Britton, also of the
town of La Tuque, defendant.

An action in separation as to body has been
instituted in this case on the 14th day of November,
1921.

Three Rivers, December 16th, 1921.

C.-ROMULUS DUCHARME,
4476—51-5 Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Deux mois après la publication du présent
avis, Edmund Tozer, William-A. Sinclair, Roland
Campbell, Archie Tozer, Georges Campbell,
tous cinq de Saint-Bonaventure, comté de Bona-
venture, district de Gaspé, cultivateurs, pour se
conformer aux dispositions des articles 6821 et
suivant les Statuts refondus de Québec, 1909, et
amendements, demanderont au lieutenant-gou-
verneur en Conseil de la province :

a. Leur constitution en corporation, comme
compagnie de cimetière, sous le nom de River-
side Cemetery, Co.;"

b. La ratification d'un acte de vente consenti
par Edmund Sinclair, cultivateur de Saint-Bona-
venture, à "The Riverside Cemetery Co.," par
devant J.-A. Dorais, notaires à New-Carlisle et
affectant la partie moyen nord du lot No 1879
du cadastre du bloc Y, canton de Cox, comté de
Bonaventure; ladite parcelle de terrain n'excé-
dant pas trente-cinq (35) arpents en superficie,
pour y établir sur ledit lopin de terre un cime-
tière et en faire usage comme site de cimetière.

New-Carlisle, 29 décembre 1921.

Le procureur des requérants,
4585 P.-EMILE COTE.

Miscellaneous Notices

At the expiration of two months from the
publication of this notice, Edmund Tozer,
William A. Sinclair, Roland Campbell, Archie
Tozer, George Campbell, farmers, of Saint Bona-
venture, county of Bonaventure, district of
Gaspé, in compliance with the articles 6821 and
esq., of the Revised Statutes of Quebec, 1909,
and amendments thereto, will apply to Lieut-
enant-Governor in Council, to be incorporated as a
cemetery company, under the name of "Riverside
Cemetery Co.," and also to obtain the ratification
of a certain deed of sale consented by Edmund
Sinclair to "The Riverside Cemetery Co.," made
and pass before J. A. Dorais, notary public, of
New Carlisle and affecting part of the middle
north of lot No. 1879, of the cadastre of Block
"Y", Cox township, Bonaventure county; said
piece of land, not exceeding thirty five (35)
arpents in area, to be sued as a cemetery.

New-Carlisle, 29th December, 1921.

P.-EMILE COTE,
4586 Attorney for petitioners.

"THE TITLE BOND GUARANTEE AND TRUST
CORPORATION OF CANADA, LIMITED".

Règlement No 11

REGLEMENT augmentant le nombre des direc-
teurs de la compagnie.

Il est arrêté par les directeurs de "The Title
Bond Guarantee and Trust Corporation of
Canada", ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compa-
gnie est par les présentes porté de cinq à quinze;
2. Que le conseil d'administration peut, de
temps à autre, dans l'intervalle, entre la ratifica-
tion du présent règlement et la prochaine assem-
blée annuelle, appeler au conseil des actionnaires
justifiés de la compagnie, en attendant l'élection
en sus des directeurs actuels, d'un nombre suffi-
sant pour constituer un conseil complet;
3. Jusqu'à l'élection d'un conseil complet, le
présent conseil et les actionnaires, de temps à autre
élus comme directeurs, administreront les affaires
de la compagnie;
4. Que le règlement No VII est aux présentes

THE TITLE BOND GUARANTEE AND TRUST
CORPORATION OF CANADA, LIMITED.

By-law No. 11.

A BY-LAW to increase the number of directors of
the company.

Be it enacted by the directors of "The Title
Bond Guarantee and Trust Corporation of
Canada", as follows:

1. That the number of directors of the com-
pany is hereby increased from five to fifteen;
2. That the board of directors may, from time
to time, between the confirmation of this by-law
and the next annual meeting, elect to the board
qualified shareholders of the company until there
shall have been elected in addition to the present
directors, a sufficient number to make a full
board;
3. Until a full board is elected, the present
board of directors and the shareholders, from
time to time, elected by them as directors, shall
manage the affairs of the company.
4. That by-law No. VII be and is hereby

amendé en insérant le mot "quinze" à la place de mot "cinq" dans la première ligne d'icelui.

Je, soussigné, certifie par les présentes que la précédente est une vraie copie d'un règlement passé à une assemblée des directeurs de la "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada", tenue le 27 octobre 1921, et approuvé à l'unanimité de tous les actionnaires présents en assemblée générale spéciale dûment convoquée pour le considérer, et tenue le 10 novembre 1921.

Montréal, le 22 décembre 1921.

Le secrétaire *pro tempore*,
4591 E. LEMIEUX.

amended by inserting the word "fifteen" in place of the word "five" in the first line thereof.

I, the undersigned, hereby certify that the foregoing is a true copy, of a by-law enacted at a meeting of the directors of the "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada" held on the 27th October, 1921 and approved by the unanimous vote of all the shareholders present at a special general meeting duly called for considering the same, and held on the 10th day of November, 1921.

Montreal, 22nd December, 1921.

4592 E. LEMIEUX,
Secretary *pro tem*.

Règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie "Renaud & Cie, incorporée".

By-law to increase the number of the directors of the company "Renaud & Cie, incorporée".

III

BUREAU DE DIRECTION

Article seizième

Le bureau des directeurs est composé de sept (7) membres.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Renaud & Cie, incorporée", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, augmentant le nombre des directeurs de ladite compagnie, a été soumis le quinzième jour du mois de décembre 1921 et approuvé par le vote des actionnaires présents ou représentés par procuration, formant un total de quatre cent trente-huit actions sur un possible de six cents, représentant au-delà des deux-tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Québec, ce 15ième jour de décembre 1921.

Le secrétaire gérant et vice-président de
"Renaud & Cie, incorporée",
C.-E. MARTEL.
4613

III

BOARD OF DIRECTORS.

Article sixteenth

The board of directors shall be composed of seven (7) members.

I, the undersigned, secretary of the company "Renaud & Cie, incorporée", hereby certify that the above by-law to increase the number of the directors of the said company was submitted on the fifteenth day of the month of December, 1921, and approved by the vote of the shareholders present or represented by proxies, forming a total of four hundred and thirty eight shares out of a possible of six hundred, being more than two thirds in value of the capital stock, at a special general meeting duly called to that effect.

Quebec, this 15th day of December, 1921.

Managing secretary and vice-president of
"Renaud & Cie, incorporée".
C. E. MARTEL,
4614

Examens—Examinations

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES TO STUDY OF THE LAW.

Examens de janvier 1922.—Examinations of January, 1922.

Noms — Names	Prenoms — Surnames	Age	Residence
Leroux.....	Eugène.....	26	Québec.
Parent.....	Chs-Eugène.....	26	Québec.
Vézina.....	Jules.....	24	St-Joseph-de-Beauce.

Le secrétaire,
J.-A. GAGNE,
Secretary.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR PRACTICE OF THE LAW

Examens de janvier 1922.—Examinations of January, 1922.

Noms — Names	Residence	Age	College
Gaulin, Hervé-B.	Lambton	20	Collège de Lévis.
Paquin, L.-J.	Québec	29	Séminaire de Québec.
Picher, Ed. Boisseau	Québec	23	Séminaire de Québec, Faculté des Arts de l'Université Laval.
Talbot, Antonio	St-Gervais	21	Séminaire de Québec.
Tremblay, Fortunat	St-Gédéon	26	Séminaire de Chicoutimi.

Le secrétaire,
J.-A. GAGNE,
Secretary.

4615—4616

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 10 janvier 1922.—Examinations, 10th January, 1922.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Residence
1 Allard	J.-F.-A.	24	St-Frs-du-Lac.
2 Anglin	G.-G.	27	(N. B. Bar.) Montréal.
3 Aubé	J.-L.-P.	24	Montréal.
4 Beauparlant	R.	27	Montréal.
5 Bruneau	Jules.	29	Montréal.
6 Buchanan	E.-B.-Q.	23	Montréal.
7 Chisholm	J.-F.	25	Montréal.
8 Cohen	A.-S.	29	(Boston Bar) Montréal.
9 Coughlin	J.-M.	27	Westmount.
10 Courchesne	Edouard.	25	St-Frs-du-Lac.
11 Duckett	J.-E.	26	Montréal.
12 Genest	F.-D.	27	Westmount.
13 Goyer	Aurèle	24	Montréal.
14 Harold	J.-J.	27	Montréal.
15 Hutchison	P.-P.	26	Montréal.
16 Lafleur	M.-T.	22	Montréal.
17 Laurion	Charles-E.	27	Pointe-aux-Trembles.
18 Lebeau	J.-A.	27	Montréal.
19 Lighthall	W. S.	26	Westmount.
20 Maillet	Roger	25	Montréal.
21 McCaffrey	C.-F.	23	Outremont.
22 McGillis	A.-F.	24	Montréal.
23 McKenzie	C.-Russell	26	(Nova Scotia Bar.) North Sydney N. S.
24 Nantel	Eugène.	27	Montréal.
25 Nicholson	J.-G.	24	Westmount.
26 Pender	G.-M.	28	Windsor Mills.
27 Penverne	J.-J.	27	Montréal.
28 Phelan	C.-C.	22	Westmount.
29 Piché	Edmond.	29	Montréal.
30 Phillimore	G.-H.	21	Montréal.
31 Prieur	Henri	32	Montréal.
32 Ritchie	J.-W.-P.	42	(N. S. Bar) Montréal.
33 Roy	Henri	24	Montréal.
34 Rubenstein	M.-R.	22	Westmount.
35 Ryan	D.-D.	25	Montréal.
36 Sabourin	Ivan	22	St-Jean, P. Q.
37 Salvas	Elie.	24	Montréal.
38 Sauvage	Albert	24	Montréal.
39 Shvemar	D.-B.	23	Montréal.
40 Stewart	A.-W.	27	Napierville.
41 Tellier	Maurice	25	Joliette.
42 Terroux	A.-M.	25	Montréal.
4 Tolzess	I.-L.	29	Montréal.

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES TO STUDY OF THE LAW.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	College
Gallery	John-O.	26	College Loyola.
Roy	Henri	24	Montréal, College Ste-Marie.

Montréal, 26 décembre 1921.—Montréal, 26th December, 1921.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
F.-P. BRAIS,
Secretary of the Bar of Montreal.

4611—4612

BUREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW

Examens du 10 janvier 1922.—Examinations, 10th January, 1922.

No	Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Residence	College
1	Kornberg.....	J. A.....	19	Montréal.....	Montreal High School & McGill University.
2	McMahon.....	Redmond.....	17	Montréal.....	Catholic High School.
3	Paquin.....	Rosario.....	24	Montréal.....	Sém. des Trois-Rivières.

Montréal, 21 décembre 1921—Montreal, 21st December, 1921.

Le secrétaire du barreau de Montréal.

4533—4534

F.-P. BRAIS,
Secretary of the Bar of Montreal

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montcalm.
Cour supérieure, No 777.

Wilfrid Clément, demandeur; vs La Société coopérative agricole de La Conception, défenderesse; et le Révérend J.-Alphonse Génier, prêtre-curé de Saint-Faustin, district de Terrebonne, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Wilfrid-G. Pion, en son vivant curé de la paroisse de La Conception, district de Montcalm, requérant; et Rodolphe Robert, protonotaire, de la Cour supérieure à Mont-Laurier, en sa qualité de protonotaire, mis-en-cause.

Le deuxième jour de décembre 1921.

Sur l'ordre de l'honorable juge Louis Loranger :

Vu l'allégation de l'insolvabilité de ladite Société coopérative de La Conception, ayant son principal bureau d'affaires à La Conception, district de Montcalm, défenderesse.

Les créanciers de la dite défenderesse, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Mont-Laurier, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le P.C.S.,

4587—52-2

RODOLPHE ROBERT.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montcalm.
Superior Court, No. 777.

Wilfrid Clément, plaintiff, vs La Société coopérative agricole de La Conception, defendant; and the Reverend J. Alphonse Genier, priest curé of Saint-Faustin, district of Terrebonne, in his quality of testamentary executor of the late Wilfrid G. Pion, in his lifetime curé of the parish of La Conception, district of Montcalm, petitioner and Rodolphe Robert, protonotary of the Superior Court at Mont-Laurier, in his quality of protonotary mis-en-cause.

The second day of December, 1921.

By order of the Honourable Judge Louis Loranger:

Seeing the allegation of the insolvency of the said "Société coopérative de La Conception", having its principal place of business at La Conception, district of Montcalm, defendant.

The creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims are now called upon to file the same in this cause at the office of the protonotary of the Superior Court for this district, at Mont-Laurier, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

RODOLPHE ROBERT,

4588—52-2

P.S.C.

Soumissions

Province de Québec, municipalité scolaire de la ville d'Iberville.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$6,000 souscrites par les commissaires d'écoles de la ville d'Iberville, datées du premier novembre 1921 portant intérêt au taux de 6% l'an, et remboursable cinq ans et demi après leur date.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'au lundi, 16 janvier 1922, à 6 P.M.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits commissaires, au montant de 1% du montant de la sou-

Tenders

Province of Quebec, school municipality of the town of Iberville.

Notice is hereby given that bids will be received by the undersigned for the sale of the issue of \$6,000 bonds of the school commissioners of the town of Iberville, dated November first, 1921, bearing interest at the rate of six per cent per annum and payable five and one half years after date.

Said bids will be received until Monday, the 16th of January, 1922, at 6 o'clock P.M.

To every bid shall be annexed an accepted cheque to the order of the said school commissioners for one per cent for the amount of the bid.

mission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires qui sera tenue le 17 janvier 1922, à 8 heures P.M.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui sera présentée.

Iberville, ce vingt-septième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Le secrétaire-trésorier,
4593 J. PERRAULT.

La municipalité scolaire d'Amos demande des soumissions pour l'achat de \$20,000 de débetures, 20 coupons de \$1,000, chacun remboursable en 20 ans.

Ces soumissions devront être rentrées pour le 15 janvier 1921.

Le secrétaire-trésorier,
S.-H. ST-CYR.
Amos-sur-Harricana, P.Q., 26 décembre 1921.
4597

The cheque of the bidder whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

The said bids will be taken into consideration at a public meeting of the said commissioners, which will be held on the 17th of January, 1922, at 8 o'clock P.M.

Every bid shall specify that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

The said commissioners do not undertake to accept any of the bids.

Iberville, this twenty seventh day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

J. PERRAULT,
Secretary-Treasurer.
4594

The school municipality of Amos will receive tenders for the purchase of \$20,000 of debentures, in 20 denominations of \$1,000 each redeemable in 20 years.

These tenders to be in the hands of the undersigned not later than the 15th of January, 1921.

S. H. ST-CYR,
Secretary-Treasurer.
Amos-sur-Harricana, P.Q., 26th December, 1921.
4598

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Philius Gagné, de Rivière-Bleue, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le SIXIEME jour de FEVRIER 1922, à 11 heures A.M., sera vendu par encan public, aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les immeubles de cette faillite décrits comme suit:

a. Un terrain ou emplacement situé dans le village de Rivière Bleue, connu et désigné au cadastre officiel du canton Estcourt, dans le sixième rang, sous le numéro soixante-trois-deux (63-2)—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances;

b. Un lot de terre étant le lot numéro trois (3) du cadastre officiel du canton Cabano, dans le dixième rang (10)—avec une grange dessus construite et un camp (moins réserve de la coupe de bois en faveur de "The D'Auteuil Lumber Co., Ltd").

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite, qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.
Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 4589—52-2

Dans l'affaire de W.-M. Beauchamp, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite et tel que prescrit par la Loi de faillite 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public, JEUDI, le DEUXIEME jour de

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Philius Gagné, of Rivière Bleue, Que., merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that MONDAY, the SIXTH day of FEBRUARY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the immovables of this estate, described as follows:

a. A lot or emplacement situate in the village of Rivière Bleue, known and designated in the official cadastre of the township of Estcourt, in the sixth range, under number sixty-three-two (63-2) — with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

b. A lot of land being number three (3) of the official cadastre of the township of Cabano, in the tenth (10) range with a barn and a camp constructed thereon (reserving however the right of cutting lumber in favor of the D'Auteuil Lumber Co., Ltd').

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The property may be visited at any times on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20 paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, which gives it the same effect as a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at the offices of the undersigned.

Terms of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized trustees.
Offices: 147 Mountain Hill street.
Bossé bldg., Quebec. 4590—52-2

In the matter of W. M. Beauchamp, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920.

The immovable property hereafter described will be sold by public auction, THURSDAY,

FEVRIER 1922, à MIDI, au bureau du shérif, en la cité de Montréal, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cents de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-400) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe ; borné en front par la rue Bossuet et portant les numéros civiques 757 et 757a, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné,

Le syndic autorisé,

EUGENE PREVOST.

Bureau de Prévost & Perras,
107 rue Saint-Jacques, Montréal.

4619—52-2

the SECOND day of FEBRUARY, 1922, at TWELVE o'clock NOON, at the sheriff's office, in the city of Montreal, to wit :

A lot of land known and designated under the number four hundred of the official subdivision of lot number twenty eight (28-400) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe ; bounded in front by Bossuet street and bearing civic numbers 757 and 757a ; measuring twenty five feet in width by eighty two feet and six inches in depth, English measure and more or less—with buildings thereon erected.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned,

EUGENE PREVOST,

Authorized trustee.

Office of Prevost & Perras,
107, Saint-James street, Montreal.

4620—52-2

VENTES PAR LE SHÉRIF BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Province de Québec, } STEWART, DE-
District d'Iberville. } NAULT & COM-
No 44. } PANY, LIMITED,
demanderesse; vs PAUL LEFEBVRE ET AL, }
défendeurs.

Comme appartenant au défendeur :

Une partie du lot numéro 1248 du canton Bolton, partie Est, dans le district de Bedford, mesurant une demi-acre et borné comme suit : à partir d'un point du côté nord-est d'un chemin conduisant de Eastman à Magog ; de là le long du côté nord-est du chemin vingt-quatre degrés magnétiques et trente minutes, à l'est cent soixante-quatre (164) pieds jusqu'à un poteau ; de là vers le nord vingt-quatre degrés et trente minutes, à l'ouest cent quarante (140) pieds en ligne droite vers le nord ; de là, en tournant à l'ouest et en ligne droite, une distance de cent soixante-quatre (164) pieds ; de là vers le sud une distance de cent quarante (140) pieds jusqu'au point de départ—avec les bâtisses qui s'y trouvent, le tout tel qu'enclos actuellement.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman, dans le canton Bolton, dans le district de Bedford, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-deux, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sweetsburg, le 6 décembre 1921.

Le shérif,

4293—49-2

C.-B. JAMESON.

[Première publication, 10 décembre 1921]

SHERIFF'S SALES BEDFORD

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Province of Québec, } STEWART, DE-
District of Iberville. } NAULT & COM-
No. 44. } PANY, LIMITED,
plaintiff; vs PAUL LEFEBVRE ET AL, defend-
ants.

As belonging to defendant :

A certain part of lot number 1248 of the township of Bolton East part, in the district of Bedford, containing one half acre and bounded as follows: commencing at a point on the north east side of a road leading from Eastman to Magog; thence along the north east side of the road magnetically south twenty four degrees and thirty minutes, east one hundred and sixty four (164) feet to a post, from thence North twenty four degrees and thirty minutes, west one hundred and forty (140) feet on a straight line running north ; thence turning west, and running in a straight line, a distance of one hundred and sixty four (164) feet; thence running south a distance of one hundred and forty feet (140) to the place of beginning—with the buildings thereon, as the whole is actually fenced in.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edward d'Eastman, in the township of Bolton, in the district of Bedford, on the TWENTY FIRST day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty two, at the hour of ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Sweetsburg, 6th December, 1921.

C.-B. JAMESON,

4294—49-2

Sheriff.

[First publication, 10th December, 1921]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—New-Carlisle.

Province de Québec, }
 District de Gaspé, } **R O B E R T**
 Comté de Bonaventure, } **HAYES**, of Shi-
 No 2132. } gawakee, comté de
 Bonaventure, dis-
 trict de Gaspé, demandeur ; contre les terres et
 tènements de **JAMES BENWELL**, de Port-
 Daniel-Ouest, comté et district susdits, défendeur.

Le lot cadastral No 566, troisième rang, canton
 Port-Daniel—avec les bâtisses dessus cons-
 truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-George-de-Port-Daniel, **JEUDI**,
 le **NEUVIEME** jour de **FEVRIER** 1922, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

W. M. SHEPPARD.

27 décembre 1921.

[Première publication, 31 décembre 1921]

4629—52-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—New-Carlisle.

Province of Quebec, }
 District of Gaspé, } **R O B E R T**
 County of Bonaventure, } **HAYES**, of Shi-
 No. 2132. } gawakee, county of
 Bonaventure, dis-
 trict of Gaspé, plaintiff ; against the lands and
 tenements of **JAMES BENWELL**, of Port-
 Daniel West, county and district aforesaid,
 defendant.

The cadastral lot No. 566, third range, town-
 ship of Port-Daniel—with buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
 Saint-George-de-Port-Daniel, on **THURSDAY**,
 the **NINTH** day of **FEBRUARY**, 1922, at the
 hour of **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Le shérif,

W. M. SHEPPARD,

Sheriff.

27th December, 1921.

[First publication, 31st December, 1921]

4630—52-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, }
 District de Joliette, } **O S I A S** **GODON**,
 No 9068. } demandeur ;
 contre **DESIRE DES-**
LAURIERS, défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le No
 38 du sixième rang du canton Lussier ;

2. Un autre lot de terre connu et désigné sous
 le No 39, du sixième rang du dit canton Lussier,
 district de Joliette.

La vente des immeubles ci-dessus désignés, qui
 avait été annoncée comme devant avoir lieu à la
 porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat,
 comté de Montcalm, district de Joliette, le
 vingt-cinquième jour d'octobre 1921, a été
 ajournée au **DIX-SEPTIEME** jour de **JAN-**
VIER 1922.

Le shérif,

GEORGE DES ROCHES.

Bureau du shérif, 27 décembre 1921. 4649

[Première publication, 31 décembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Joliette, } **O S I A S** **GODON**, plain-
 No. 9068. } tiff; against **DESIRE**
DESLAURIERS, de-
 fendant.

1. A lot of land known and designated under
 number 38 of the sixth range of the townshi-
 p of Lussier ;

2. Another lot of land known and designated
 under number 39, of the sixth range of the town-
 ship of Lussier, district of Joliette.

The sale of the above immoveables, which had
 been announced to take place at the church door
 of the parish of Saint-Donat, county of Mont-
 calm, district of Joliette, the twenty-fifth day of
 October, 1921, has been postponed to the
SEVENTEENTH day of **JANUARY**, 1922.

GEORGES DES ROCHES,

Sheriff.

Sheriff's office, 27th December, 1921. 4650

[First publication, 31st December, 1921]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Rivière-du-Loup, à savoir : } **J O S E P H** - **P H I**-
 No 626. } **L É A S** **B A Z I N**,
ZIN, marchand, de la cité de Québec, et y faisant
 affaire seul sous la raison sociale de "Nazaire
 Turcotte & Cie, enrg., demandeur ; contre
DEMOISELLE EMMA HUDON, de la paroisse
 de Saint-Philippe-de-Néri, défenderesse, à savoir :

Un emplacement situé en le quatrième rang
 du fief Saint-Denis, contenant environ trente à
 trente-cinq pieds de l'est à l'ouest sur cinquante
 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise ;
 borné au nord à Rosario Desjardins, au sud au
 chemin de fer Intercolonial, au nord-est et au
 sud-ouest à Joseph Paradis et à l'ouest au coin

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Rivière-du-Loup, to wit : } **J O S E P H** **P H I**-
 No. 626. } **L É A S** **B A Z I N**,
 merchant, of the city of Quebec, and carrying
 on business under the firm and style of Nazaire
 Turcotte & Cie, enrg., plaintiff ; against **MISS**
EMMA HUDON, of the parish of Saint-Philippe-
 de-Néri, defendant, to wit :

An emplacement situated in the fourth range
 of the fief of Saint-Denis, containing about thirty
 five feet from east to west by fifty feet in depth,
 the whole according to English measure, bounded
 to the north by Rosario Desjardins, to the south
 by the Intercolonial Railway and to the north-
 east and southwest by Joseph Paradis and to

nord-est de la première maison qui s'y rencontre; lequel emplacement fait partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Philippe-de-Néri, sous le numéro deux cent un (partie 201) avec la maison et les autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe-de-Néri, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 28 décembre 1921. 4639—52-2

[Première publication 31 décembre 1921]

the west by southeast corner of the first house near there; which emplacement is part of the lot known and designated in the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint-Philippe-de-Néri, under number 201 (part 201)—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Philippe-de-Néri, the SECOND day of FEBRUARY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J.-O. GIRARD.

Sheriff.

Rivière du Loup, 28th December, 1921.

4640—52-2

[First publication, 31st December 1921]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } VILLE LAVAL-DE-
No 3211. } MONTREAL, incorporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville Laval-de-Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs LAVAL INDUSTRIELLE, LTEE, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans la ville Laval-de-Montréal, dit district, défenderesse.

Une lisière de terrain située en la ville Laval-de-Montréal, faisant partie du lot No 209 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant cetteditte partie de lot 86 pieds de largeur par 132 pieds et cinquante-neuf centièmes de profondeur dans sa ligne nord-est et 100 pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest, plus ou moins, mesure anglaise et formant une superficie totale de 10,000 pieds plus ou moins, mesure anglaise et bornée, cette partie de lot, comme suit, savoir: dans sa ligne nord-ouest par le chemin de fer Canadien Nord, dans sa ligne sud-ouest par partie de la partie du dit lot No 209, vendue à la ville Laval-de-Montréal pour l'élargissement de la rue Rousselière, laquelle ligne sud-ouest à l'extrémité nord-ouest de la lisière présentement décrite se trouve à une distance de 44 pieds au nord-est de la ligne sud-ouest dudit lot No 209. Dans ses lignes nord-est et sud-est par partie du lot No 209 auxdits plan et livre de renvoi officiels; cette lisière de terrain étant la lisière marquée B sur un plan demeuré annexé à la minute de l'acte d'acquisition de ladite lisière par la défenderesse reçu par Mtre J.-C.-V. Roy, N. P., en date du 26 novembre 1917 sous le numéro 1784 de son répertoire, et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement Hochelaga-Jacques-Cartier, sous le numéro 352,081.

■ Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 28 décembre 1921.

[Première publication, 31 décembre 1921]

4625—52-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF LAVAL
No. 3211. } OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the town of Laval, of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs LAVAL INDUSTRIELLE, LTEE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the town of Laval of Montreal, said district, defendant.

A strip of land situate in the town of Laval of Montreal, forming part of the lot No. 209, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, measuring, said part of lot 86 feet in width by 132 feet and fifty nine hundredths of a foot in depth in its northeast line, and 100 feet in depth in its southwest line, more or less, English measure, and forming a total area of 10,000 feet more or less, English measure; and bounded said part of lot as follows, to wit: in its northwest line by the Canadian Northern Railway, in its southwest line by part of the portion of said lot No 209 sold to the town of Laval of Montreal, for widening Rousselière street, which southwest line at the northwest extremity of the strip of land presently described is 44 feet distant to the northeast of the southwest line of the said lot No. 209. In its northeast and southeast lines by part of the lot No. 209 on said official plan and book of reference; this strip of land being the strip marked B on a plan annexed to the minute of the deed of acquisition of the said strip of land by the defendant passed before Mtre, J. C. V. Roy, N. P., dated the 26th of November, 1917, under number 1784 of his repertory, a copy whereof has been registered at the registry office Hochelaga-Jacques-Cartier, under number 352,081.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 28th December, 1921.

[First publication, 31st December, 1921]

4626—52-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L'ASSURANCE MONT-ROYAL**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **L.-ARTHUR ACHIM**, défendeur.

Un immeuble connu sous le No 32 de la subdivision officielle du lot 256 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, et désigné comme suit:

Borné en front, vers le sud-ouest, par la rue Saint-Denis, No 256-45; en arrière, vers le nord-est, par le No 255-52; d'un côté au nord-ouest par le No 256-31 et de l'autre côté au sud-est par le No 256-33, mesurant 50 pieds de largeur par 140 pieds de profondeur, mesure anglaise, formant une superficie de sept mille pieds—avec constructions et dépendances, situé au No 204 Saint-Denis, Saint-Lambert, P.Q.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 28 décembre 1921. 4627—52-2
[Première publication, 31 décembre 1921]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **AVILA FARAND**, demandeur; contre **DAME OLIVINE ROBITAILLE**, défenderesse, *ès-nom et ès-qualité*.

1. Une terre située au nord de la concession Lotbinière, de la paroisse de Saint-Lazare, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare susdite, comté de Vaudreuil, sous le numéro deux cent vingt-six—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Une autre terre connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt-neuf, avec une vieille maison et une vieille grange dessus construites; cette terre est aussi située sur ladite concession Lotbinière.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lazare, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 6 décembre 1921.

[Première publication, 10 décembre 1921]

4273—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALPHONSE-E. DE-CARY**, demandeur; vs **ONESIPHORE SAMSON**, *ès-qualité*, défendeur; et **MRES DECARY & CIE**, avocats, *distrayants*.

Un lopin de terre touchant la partie nord-est du lot No 4 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, de la contenance d'un arpent de largeur par cinq (1-5) arpents de profondeur; tenant d'un côté à partie de ladite terre No 4 du cadastre de la Pointe-aux-Trembles, en profondeur au trait-carré des terres de la rivière des Prairies, de l'autre côté par Ferdinand Chartrand, et formant l'extrémité nord-ouest

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L'ASSURANCE MONT-ROYAL**, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **L. ARTHUR ACHIM**, defendant.

That certain property known under the No. 32 of the official subdivision of the lot 256 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, and described as follows:

Bounded in front, towards the southwest, by Saint-Denis street, No. 256-45; in rear, towards the northeast by the No. 255-52; on one side, to the northwest, by the No. 256-31, and on the other side, to the southeast, by the No. 256-33, measuring 50 feet in width by 140 feet in depth, English measurements, forming a superficies of seven thousand feet—with the constructions and dependencies, situated at No. 204, Saint-Denis, Saint-Lambert, P.Q.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 28th December, 1921. 4628—52-2
[First publication, 31st December, 1921]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **AVILA FARAND**, plaintiff; against **DAME OLIVINE ROBITAILLE**, defendant, *ès-nom and ès-qualité*.

1. A farm situate north of the Lotbinière concession of the parish of Saint-Lazare, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Lazare aforesaid, county of Vaudreuil, under the number two hundred and twenty six—with a house and other buildings thereon erected;

2. Another farm known and designated on the same official plan and book of reference under the number two hundred and twenty nine—with an old house and an old barn thereon erected; this farm being also situated in the said Lotbinière concession.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Lazare, the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 6th December, 1921.

[First publication, 10th December, 1921]

4274—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALPHONSE-E. DE-CARY**, plaintiff; vs **ONESIPHORE SAMSON**, *ès-qualité*, defendant; and **MRES DECARY & CIE**, advocates, *distracting for costs*.

A parcel of land adjoining the northeast part of the lot No. 4 of the cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, containing one arpent in width by five (1-5) arpents in depth; bounded on one side by part of the said lot No. 4 of the cadastre of Pointe-aux-Trembles, in depth by the division line of the lands of Rivière des Prairies, on the other side by Ferdinand Chartrand, and forming the northwest extremity

du lot de terre connu et désigné sous le No 5 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 6 décembre 1921.

[Première publication, 10 décembre 1921]

4275—49-2

of the lot of land known and designated under the No. 5 on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 6th December, 1921.

[First publication, 10th December, 1921]

4276—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE SUN TRUST
No 765. } COMPANY LI-

MIMITED, corporation douée de la personnalité civile, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs GEO.-HENRI LABBE, défendeur.

Un certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, maintenant connu et désigné sous le No 31 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre; lesdits immeubles étant décrits plus au long comme suit : un certain lot de terre ou emplacement situé et étant dans la cité de Montréal, de dimensions irrégulières; borné en front par la rue des Commissaires, d'un côté au sud-ouest, partie par les représentants de feu Austin Cuvillier, et partie par la rue Saint-Sulpice, de l'autre côté au nord-est par les représentants de Charles Lamontagne et en arrière, partie par les représentants des héritiers Gauvin, et partie par les héritiers Rousseau ou leurs représentants, contenant 60 pieds en front dans la rue des Commissaires et environ 98 pieds du côté nord-est adjoignant les représentants de Charles Lamontagne et 102 pieds du côté sud-ouest adjoignant les représentants dudit feu Austin Cuvillier et la rue Saint-Sulpice par 91 pieds dans la ligne arrière de la rue Saint-Sulpice à la susdite ligne nord-est, le tout mesure française, plus ou moins, mais sans garantie de mesures précises—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 6 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 10 décembre, 1921]

4277—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SUN TRUST
No. 765. } COMPANY, LIM-

ITED, a civilly incorporated body, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs GEO.-HENRI LABBE, defendant.

A certain lot of land situate in the city of Montreal, now known and designated under the No. 31 on the official plan and book of reference of Centre ward; the said immoveables being described more at length as follows : a certain lot of land or emplacement situate and being in the city of Montreal, or irregular dimensions; bounded in front by Commissioners street, on one side to the southwest, partly by the representatives of the late Austin Cuvillier, and partly by Saint-Sulpice street, on the other side to the northeast by the representatives of Charles Lamontagne and in the rear, partly by the representatives of the heirs Gauvin and partly by the heirs Rousseau or their representatives, containing 60 feet in front on Commissioners street and about 98 feet on the northeast side adjoining the representatives of Charles Lamontagne and 102 feet on the southwest side adjoining the representatives of the said late Austin Cuvillier and Saint-Sulpice street by 91 feet in the rear line of Saint-Sulpice street to the aforesaid northeast line, all French measurement, more or less, but without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, 6th December, 1921. Sheriff.

[First publication, 10th December, 1921]

4278—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } WILLIAM MOR-
No 3520. } GAN, demandeur;

vs AMEDEE CASTONGUAY ET AL, défendeurs.

Les lots maintenant connus comme les numéros de subdivision huit et neuf, les deux de la subdivision officielle du lot numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-8 et 3399-9) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ledit lot No 3399-8 vingt-cinq pieds de largeur et ledit lot numéro 3399-9 trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt-dix de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins et ayant front sur la rue Butler, dans ladite cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 6 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 10 décembre 1921]

4279—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } WILLIAM MOR-
No. 3520. } GAN, plaintiff;

vs AMEDEE CASTONGUAY ET AL, defendants.

Those certain lots now known as subdivision numbers eight and nine, both of the official subdivision of lot number three thousand three hundred and ninety nine (3399-8 and 3399-9) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said lot No 3399-8 twenty-five feet in width and said lot number 3399-9 thirty-two feet in width by ninety feet in depth, all English measure and more or less and fronting on Butler street in the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, 6th December, 1921. Sheriff.

[First publication, 10th December, 1921]

4280—49-2

QUÉBEC

QUEBEC

Québec, à savoir :) **JEAN CARREAU**, de No 4016.) **Saint-Gérard-de-Magella**, comté de Québec, cultivateur, était demandeur; vs **ALEXIS TALBOT**, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, cultivateur, était défendeur; ledit défendeur contre ledit Jean Carreau.

Partie du lot No 111 (cent onze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, étant une terre située dans le onzième rang de Gaudarville, contenant deux arpents de front sur vingt-sept arpents de profondeur; bornée au sud au chemin, au nord par une partie de ladite terre, au sud-ouest par J.-B. Lirette et au nord-est par John Côté, avec en plus une autre partie du même lot, contenant trois arpents de front sur sept arpents de profondeur; bornée au nord par le trait carré, au sud par une partie du dit lot, au sud-ouest par J.-B. Lirette, et au nord-est par John Cole—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Gérard-de-Magella, comté de Québec, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Québec, 15 décembre 1921.

Le shérif,

4425—50-2 **CLEOPHAS BLOUIN**.

[Première publication, 17 décembre 1921]

[Deuxième publication, 31 décembre 1921]

Quebec, to wit :) **JEAN CARREAU**, of Saint-No. 4016.) **Gérard-de-Magella**, county of Quebec, farmer, was plaintiff; vs **ALEXIS TALBOT**, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, farmer, was defendant; the said defendant against the said Jean Carreau.

Part of lot No. 111 (one hundred and eleven) of the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of land situate in the eleventh range of Gaudarville, containing two arpents in front by twenty seven arpents in depth; bounded to the south by the road, to the north by a part of the said land, to the south west by J.-B. Lirette and to the north-east by John Cole, together with another part of the same lot, containing three arpents in front by seven arpents in depth; bounded to the north by the "trait carré", to the south by a part of the said lot, to the south west by J.-B. Lirette, and to the north east by John Cole—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Gerard-de-Magella, county of Quebec, the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

Quebec, 15th December, 1921.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff

4426—50-2 [First publication, 17th December, 1921]

[Second publication, 31st December, 1921]

Québec, à savoir :) **SAMUEL-L. PEARL**, No 195.) **marchand, de Montréal**; contre **ROBERT-C. CLARK**, de Buffalo, états-unis d'Amérique.

La licence No 1190, au nom de R.-C. Clark, de Buffalo, couvrant 81 acres, étant la partie centrale des lots Nos 52, 53 et 56 et la partie ouest de la partie du lot 56, rang 8, du canton Dubuison, expire le 9 juin 1922.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse d'Amos, Abitibi, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Québec, 15 décembre 1921.

Le shérif,

4427—50-2 **CLEOPHAS BLOUIN**.

[Première publication, 17 décembre 1921]

[Deuxième publication, 31 décembre 1921]

Quebec, to wit :) **SAMUEL-L. PEARL**, No. 195.) **chant, of Montreal**; against **ROBERT-C. CLARK**, of Buffalo, United States of America.

License No. 1190, in the name of R.-C. Clark, Buffalo, covers 81 acres, being central part of lots Nos. 52, 53 and 56 and the west part of the part of lot 56, range 8, of Dubuison, township, expires 9th June, 1922.

To be sold at the parochial church door of Amos, Abitibi, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

Quebec, 15th December, 1921.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

4428—50-2 [First publication, 17th December, 1921]

[Second publication, 31st December, 1921]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **J.-ALFRED NADEAU**, de No 2433.) **la cité de Québec**, avocat, et **EDOUARD BELLEAU**, de la ville de La Tuque, avocat, pratiquant en société comme avocats, à Québec et à La Tuque, sous la raison sociale de Nadeau & Belleau; contre **THOMAS-LOUIS VILLENEUVE**, de la ville de La Tuque, savoir:

Le lot No 24-A-177 (vingt-quatre-a cent soixante dix-sept) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Georges, dans la ville de La Tuque—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit :) **J.-ALFRED NADEAU**, of No. 2433.) **the city of Quebec**, advocate, and **EDOUARD BELLEAU**, of the town of La Tuque, advocate, practising in partnership as lawyers, at Quebec and at La Tuque, under the firm name of Nadeau & Belleau; against **THOMAS-LOUIS VILLENEUVE**, of the town of LA TUQUE, to wit :

The lot No. 24-A-177 (twenty-four a one hundred and seventy-seven) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, being a lot of land situate on Saint-George street, in the town of La Tuque—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the

siale de La Tuque, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

15 décembre 1921.

[Première publication, 17 décembre 1921]

[Deuxième publication, 31 décembre 1921]

4429—50-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } HORACE MANSEAU, de-
No 6836. } mandeur; contre JOSEPH THEROUX, fils de Louis, défendeur.

1. Une portion de terre ou emplacement situé au village de Saint-Guillaume-d'Upton, sur la rue Principale, contenant cinquante pieds de largeur sur un arpent de profondeur, plus ou moins; tenant en front à ladite rue, en arrière au terrain de Onésime Gravel, d'un côté à celui de Henri Peloquin et d'autre côté à celui de Fabien Vincent, et connue et désignée comme étant une partie du lot numéro six cent soixante-six, (partie No 666) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton—avec une maison et autres bâties dessus construites;

Laquelle portion de terre sera vendue sous la réserve de l'usufruit en faveur de Madame Cédélie Cartier, veuve Louis Theroux, rentière, du village de Saint-Guillaume-d'Upton, sa vie durant, aux charges ordinaires de droit; et à la charge spéciale par l'adjudicataire, de faire, durant ledit usufruit, toutes les réparations tant grosses que locatives auxdites bâties, excepté cependant, celles qui seront nécessaires pour l'entretien de leur intérieur, seront à la charge de ladite usufruitière;

2. Une autre portion de terre ou emplacement située audit village de Saint-Guillaume-d'Upton, sur le côté nord de la rue Principale, contenant cent pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds à la ligne, du côté nord-est, et une profondeur de trente pieds, à l'autre ligne du côté sud-ouest, le tout plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq cent trente-sept (partie No 537) du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, et renfermé dans les bornes suivantes, savoir: en front à ladite rue en arrière à un ruisseau qui le contourne en front à ladite rue en arrière à un ruisseau, qui le contourne en biaisant, d'un côté, au nord-est, au terrain de Victor Emmanuel Dessert et d'autre côté à une clôture passant au sud-ouest de la boutique de forge y érigée et séparant ledit terrain de l'autre partie dudit lot No 537, appartenant à M. Zacharie Lefebvre—avec toutes les bâties dessus construites, excepté une porcherie qui est réservée en faveur de M. Léopold Brodeur, forgeron, du village de Saint-Guillaume-d'Upton, à qui elle appartient pour y avoir été construite par ce dernier.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour du mois de JANVIER prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE.

Sorel, 29 décembre 1921.

[Première publication 31 décembre 1921]

4641—52-2

parish of La Tuque, the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

15th December, 1921.

[First publication, 17th December, 1921]

[Second publication, 31st December, 1921]

4430—50-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } HORACE MANSEAU, plain-
No 6836. } tiff; vs JOSEPH THEROUX, son of Louis, defendant.

1. A piece of land or emplacement situate in the village of Saint-Guillaume-d'Upton, on the Main street, containing fifty feet in width by one arpent in depth more or less bounded in front by the said street, in the rear by the land of Onesime Gravel, on one side by the land of Henri Peloquin and on the other side by the land of Fabien Vincent, and known and designated as being a part of lot number six hundred and sixty-six (part of 666) of the official cadastre of the parish of Saint Guillaume d'Upton—with a house and other buildings thereon erected;

Which piece of land will be sold, reserving however the usufruct in favor of Madame Cedélie Cartier, widow of Louis Theroux, annuitant, of the village of Saint-Guillaume d'Upton, during her lifetime, subject to the customary legal charges and to the special charge on the part of the adjudicataire to make during the said usufruct, all the large and tenants' repairs to the said buildings, excepting however those necessary for the upkeep of their interior, which shall be at the expense of the said usufructuary;

2. Another portion of land or emplacement situated in the said village of Saint-Guillaume d'Upton on the north side of the Main street, containing one hundred feet in width by a depth of one hundred feet in the line of the north-east side and a depth of thirty feet in the other line of the south-west side, the whole more or less, being part of lot number five hundred and thirty-seven (Part of No. 537) of the official cadastre of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, and confined within the following boundaries, to wit: in front by the said street, to the rear by a brook which runs by its in a sloping direction, on one side to the north-east by the land of Victor Emmanuel Dessert and on the other side by a fence, passing to the south-west of the blacksmith shop erected thereon and separating the said land from the other part of the said lot No. 537, belonging to Mr. Zacharie Lefebvre—with all the buildings thereon erected, excepting a piggery, which is reserved in favor of Mr. Leopold Brodeur, blacksmith, of the village of Saint-Guillaume d'Upton, to whom it belongs having been erected by the latter.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, TUESDAY the THIRTY FIRST day of JANUARY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sorel, December 29, 1921.

[First publication, 31st December, 1921]

4642—52-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—Richelieu.

Sorel, à savoir : } MOISE MARTIN, de-
No 4608. } mandeur; contre JO-
SEPH THEROUX, fils de Louis, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur le rang Saint-Georges ou quatrième rang, connue et désignée sous les lots numéros cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt-quatre (122, 123 et 124) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-David susdite—avec les dépendances.

2. Une autre terre située en la même paroisse, sur le même rang, connue et désignée sous les lots numéros cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept et cent vingt-huit (125, 126, 127 et 128) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-David susdite—avec les dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David susdite, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain (1922), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Sorel, 7 décembre 1921.

Le shérif du district de Richelieu,
4289—49-2 JOS.-G. LARIVIERE.
[Première publication, 10 décembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—Richelieu.

Sorel, to wit : } MOISE MARTIN, plaintiff;
No. 4608. } against JOSEPH THE-
ROUX, son of Louis, defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint-David, in the Saint-George or fourth range, known and designated under the numbers one hundred and twenty two, one hundred and twenty three and one hundred and twenty four (122, 123 and 124) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-David aforesaid—with the dependencies :

2. Another farm situate in the same parish, in the same range, known and designated under the lots numbers one hundred and twenty five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven and one hundred and twenty eight (125, 126, 127 and 128) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-David aforesaid—with the dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-David aforesaid, on TUESDAY, the TENTH day of the month of JANUARY next, (1922), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

Sorel, 7th December, 1921.

JOS.-G. LARIVIERE,
4290—49-2 Sheriff of the district of Richelieu.
[First publication, 10th December, 1921]

ROBERVAL

Cour supérieure.

Province de Québec, } L. WILFRID GIN-
District de Roberval. } L. GRAS, mar-
No 2717. } chand, de Saint-Amé-
dée-de-Péribonca; vs FRANCOIS NOLIN et
THEODULE NOLIN, tous deux de Val-Jalbert,
actuellement de lieux inconnus, contre les biens
immobiliers de François Nolin, à savoir :

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro dix-huit (No 18), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dalmas, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, comté du Lac Saint-Jean, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour de JANVIER prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Bureau du shérif,

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 27 décembre 1921.

[Première publication, 31 décembre 1921.
4637—52-2]

ROBERVAL

Superior Court.

Province of Québec, } L. WILFRID GIN-
District of Roberval. } L. GRAS, merchant,
No. 2717. } of Saint-Amé-
dée-de-Péribonca; vs FRANCOIS NOLIN and THEO-
DULE NOLIN, both of Val-Jalbert and pre-
sently of parts unknown; against the immoveable
property of François Nolin, to wit :

The lot of land presently known and designated under the number eighteen (No. 18) of the official cadastral plan and book of reference for the sixth range of the township of Dalmas, in the county of Lake Saint John—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca, county of Lake Saint John, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Roberval, December 27th, 1921.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, December 27th, 1921.

[First publication, 31st December, 1921]
4638—52-2

Lettres patentes

"Greene Provision Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1921, constituant en corporation: George-H. Green, négociant; Charles-E. Delorme, agent, Dame Méla-

Letters patent

"Greene Provision Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of December 1921, incorporating: George H. Green, trader; Charles E. Delorme, agent; Dame Mélanie Gagné Greene,

nie Gagné Greene, épouse séparé de biens par contrat de mariage, tous de la cité de Sherbrooke, et Frank Greene, cultivateur, du canton Ascot, aux fins suivantes:

Agir comme épiciers en gros et au détail, et faire tous actes relatifs à ce commerce; posséder comme propriétaire ou locataire des entrepôts, magasins, bureaux;

Acheter des actions dans des compagnies exerçant un commerce semblable à celui pour lequel la compagnie est formée; acheter des marchandises, meubles et tout l'assortiment connues à des firmes similaires;

Faire tous les actes et avoir tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre le but pour lequel la présente compagnie est formée, sous le nom de "Greene Provision Company", avec un fonds social total de vingt cinq mille piastres (\$25,000) divisé en deux mille cinq cents (2500) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François

Daté du bureau de secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre, 1921.

Le secrétaire de la province,

4643

C.-J. SIMARD.

" Jones & Costello, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Frank Breadon, Common, avocat; Francis George Bush, teneur de livres, et Georges Robert Drennam sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, marchands généraux et commerçants d'effets, denrées et marchandises de toute description, tout comme principaux que comme agents à commission;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucune des licences enduits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce, et particulièrement des machines, outillages et fonds de commerce;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices ou des dépenses, à l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à, aucun commerce ou agence d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires paraissant

wife separated as to property by marriage contract, all of the city of Sherbrooke, and Frank Greene, farmer, of the township of Ascot, for the following purposes:

To act, as grocers, wholesale and retail, and to do all the acts relating to such trade; to possess as proprietor or lessee, warehouses, stores, offices; to buy stocks in companies doing business in similar lines as the one for which this company is formed; to buy goods, furnitures and all stock belonging to any similar concerns; to do all the acts and have all the powers necessary to attain the aim for which this company is formed, under the name of "Greene Provision Company", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two thousand five hundred, (2500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the secretary will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

dated at the office of the Provincial Secretary the twentieth day of December 1921.

C.-J. SIMARD,

4644

Assistant Provincial Secretary.

" Jones & Costello, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1921, incorporating Frank Breadon, Common, advocate; Francis George Bush, bookkeeper and George Robert Drennan, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters, general merchants, and dealers in goods, wares and merchandise of every description, both as principals and as agents acting on commission;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the assets of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union for interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as di-

propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, succession ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle société, association ou compagnie, les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantir, ou autrement les négocier;

Distribuer en espèces ou autrement aucune valeurs de la compagnie à ses membres particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assurer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont recevables en tout ou en partie à sens de la présente compagnie;

Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, sous le nom de "Jones & Costello, Limited", aucun fonds social de quarante mille piastres (\$40,000) divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1921.

Le secrétaire de la province.
4633 C.-J. SIMARD.

"The Sanitary Plumbing & Mfg. Co., Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gingras, Ernest-Jean Gingras, Philippe-Hector Gingras, Irène-Alice Gingras, fille majeure, tous manufacturiers, de la cité de Granby, dans le district de Bedford, dans les buts suivants:

Acquérir et assumer à titre d'affaire en cours d'opération, l'industrie et le commerce actuellement exploités dans la ville de Granby, sous les noms et raison sociale de "The Sanitary Plumbing Mfg Co., ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif desdites industrie et commerce, du propriétaire de ce commerce; les payer en argent ou obligations ou actions libérées de la présente compagnie, ou autrement;

Manufacturer, importer ou exporter, assembler, acheter, vendre tout ce qui a rapport au commerce de plomberie et tout accessoire quelconque s'y rattachant directement ou indirectement;

Faire affaire comme manufacturiers, commerçants, exportateur et importateurs de bois de charpente, de construction, et de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre du bois;

Exploiter l'industrie et l'art de la galvanoplastie, du nicklage, de l'argenture et de la dorure, et en faire toutes les opérations, et employer tous

directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contract of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "Jones & Costello, Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary the fourteenth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD.
4634 Assistant Provincial Secretary.

"The Sanitary Plumbing & Mfg. Co., Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1921, incorporating: Jean Baptiste Gingras, Ernest Jean Gingras, Philippe Hector Gingras, Irene Alice Gingras, spinster, all manufacturers, of the city of Granby, in the district of Bedford, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern, the industry and business now exploited in the town of Granby, under the name and style of "The Sanitary Plumbing & Mfg. Co." as well as the whole or any part of the assets or liabilities of the said industry and commerce, of the owner of this business; to pay for the same in cash or bonds or paid up stock of the present company or otherwise;

To manufacture, import or export, assemble, purchase, sell everything connected with the business of plumbing and all accessories whatever connected therewith, directly or indirectly;

To do business as manufacturers, merchants, exporters and importers of lumber, timber and all articles into the manufacture of which wood enters;

To exploit the industry and art of galvanoplasty, nickling, silvering and gilding, to carry on all operations of the above and to use all gal-

les procédés galvanoplastiques ou autres pour obtenir tous les produits qui en dérivent;

Manufacturer, importer, exporter, acheter ou vendre tous articles, objets ou effets, compositions chimiques, piles, appareils, instruments, accessoires et pièces servant et nécessaires à la galvanoplastie, et en rapport avec ses différents procédés;

Manufacturer, importer, exporter, acheter ou vendre tous articles quelconques dans la fabrication desquels entre de la fonte, de l'acier, du cuivre, de l'aluminium, du bronze, du plomb, ou autres produits similaires;

Faire affaire comme compagnie de biens fonds et terrains et comme agence foncière, agir aussi comme courtiers en immeubles et estimateurs et comme agents d'assurance avec pouvoir d'acquiescer, acheter en vertu d'aucun titre, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, vendre, transférer, louer, échanger, améliorer, cultiver, louer ou autrement trafiquer et disposer de biens fonds et propriétés, bâtisses et immeubles, ou d'aucune propriété, valeur d'aucun intérêt ou droit en ic eux, balance de prix de vente, ainsi que de toutes autres espèces de propriétés et effets, et à ces fins, affecter et employer le capital de la compagnie à acheter, surveiller, améliorer, développer et préparer à l'occupation et à la colonisation desdits terrains, des biens fonds, bâtisses, immeubles, équités, intérêts, droits ou balances de prix;

Construire sur des terrains appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle peut en aucune façon être intéressée, des bâtisses pour servir à aucunes fins quelconques, et faire le négoce de toutes choses pouvant servir à la construction;

Souscrire, acheter ou d'aucune manière acquiescer et détenir des actions, du capital, des débentures, bons, obligations, billets et autres valeurs émises ou garanties par aucun gouvernement municipal ou une autre corporation, ou par aucune compagnie constituée ou faisant affaires dans la puissance du Canada ou ailleurs, aussi les vendre ou autrement en disposer et garantir aucunes telles valeurs ainsi vendues ou aliénées;

Acquiescer et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'actif de la propriété et du passif d'aucune compagnie, dont la présente corporation peut posséder les actions, parts, débentures, bons, obligations ou les autres valeurs;

Etablir tout ce qui est dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, pour le bénéfice, l'avantage et l'amusement social, littéraire, musical, sportif, des actionnaires de la compagnie et de ses employés;

Eriger, exploiter, faire fonctionner des hôtelleries, restaurants, maisons de rapport, maisons de location, résidences, maisons de pension, lieux d'amusements, et faire tous actes pour obtenir ces fins;

Solliciter, acheter, louer, exploiter, ou autrement acquiescer et en disposer, des caveats, patentes, droits, brevets, améliorations et procédés enregistrés, licences, concessions, marques, noms, dessins de commerce et choses semblables, ou aucun intérêt en ic eux, ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins corporatives;

Acheter et vendre des actions et des obligations, souscrire à des émissions d'actions et d'obligations; acheter et vendre des émissions d'actions ou d'obligations, encaisser les coupons d'intérêts, d'obligations et d'effets de commerce;

Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider

vanoplastic or other processes to obtain all products derived therefrom;

To manufacture, import, export, purchase, or sell all articles, objects or effects, chemical compositions, batteries, apparatus, instruments, accessories and parts useful and necessary for galvanoplasty, and connected with the different processes;

To manufacture, import, export, purchase or sell all articles whatever into the manufacture of which cast iron, steel, brass, aluminium, bronze, lead and other similar products enter;

To do business as a real estate and land company and real estate agent to act also as real estate brokers and valuers and as insurance agents with power to acquire, purchase in virtue of any title, to hold, possess, lease, maintain, control, manage, exploit, develop, sell, transfer, lease, exchange, ameliorate, cultivate, lease or otherwise deal in and dispose of real estate and property, buildings and immoveables, or any property, security of any interest or right in the same, balance of price of sale, as well as all other kinds of property and effects, and for such purposes, to invest and employ the capital of the company for the purchase, supervising, ameliorating, developing and preparing for occupation and colonization, the said lands, real estate, buildings, immoveables, equity, interests, rights or balances of price;

To construct on the lands belonging to the company or in which it may in any manner be interested, buildings to be used for any purposes whatever, and to deal in all things capable of being used in construction;

To subscribe for, purchase or in any manner acquire and hold capital stock, debentures, bonds, obligations, notes or other securities issued or guaranteed by any municipal government or any other corporation or by any incorporated company or doing business in Canada or elsewhere as well as sell or otherwise dispose of the same and guarantee any such securities thus sold or alienated;

To acquire and assume the whole or any part of the business, assets, property or liabilities of any company, in which the present company may possess, stock, shares, debentures, bonds, obligations or other securities;

To establish everything necessary for the recreation and mental and physical instruction, for the benefit, advantage and social, literary, musical, sporting amusement of the shareholders of the company and its employees;

To erect, exploit, open hotels, restaurants, tenement houses, flats, residences, boarding houses, amusement places and to do all things for the attainment of these purposes;

To solicit, purchase, lease, exploit or otherwise acquire and dispose of caveats, patents, rights, brevets, ameliorations and registered processes, licenses, concessions, marks, names, business designs and similar things, or any interest in the above or other information as to any invention which may appear capable of being used for any of the company's purposes;

To purchase and sell stocks and bonds, subscribe to the issue of stocks and bonds, to purchase or sell issues of stocks or bonds, to cash interests coupons, of bonds and commercial instruments;

To aid in the promotion, organisation, developing or administration of any corporation or company, raise or assist in raising money assist by

au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, aucune personne ou aucune corporation dans le capital action de laquelle la présente compagnie a des parts ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires;

Faire affaires comme agents manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, producteurs, acheteurs, vendeurs et d'aucune autre manière négociier, trafiquer d'effets et marchandises de toute valeur et description;

Exercer aucun commerce connexe aux précédents, et que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces ou objets précités, ou susceptibles d'accroître présentement la valeur d'aucuns des biens ou droits de la compagnie, et de les rendre profitables;

Etablir en tous endroits que la compagnie jugera à propos des succursales, agences, pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie;

Etre agents pour d'autres dans le placement de deniers, pour l'exercice d'aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps, et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnable;

Emettre en aucun temps et aussi souvent que la compagnie le jugera utile ou nécessaire, des actions, obligations, (debenture-stock) et en disposer pour les montants et aux termes que la compagnie croira convenables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débentures, actions obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi, ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la province, d'une manière générale, exercer sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 6119a à 6119d inclusivement, des Statuts refondus de Québec, 1909;

Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la compagnie peut posséder, et sur un vote;

Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie et payer avec icelle pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence de transaction, et généralement tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation sans aucune exception;

Tirer, faire, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, lettres de crédit, des connaissements, traites, chèques et tous autres effets et instruments négociables et transférables;

Acquérir par achat, à vente privé, judiciaire, publique ou autre, par échange, donation, dation en paiement ou louer, recevoir à titre de prêt, bien, dépôt, garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper en vertu d'aucun titre et d'aucune manière quelconque aucun droits ou biens corpo-

way of bonuses, loans, promises, endorsements, guarantee or otherwise, any person or corporation in the capital stock of which the present company has shares or with which it may be in business dealings;

To do business as manufacturers' agents, importers, exporters, wholesale and retail merchants, producers, purchasers, sellers, and in any other manner to negotiate, deal in goods and merchandise of all manner and description;

To carry on any business connected with the above, and which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with any of the businesses or objects above mentioned, or capable of enhancing the value of any of the property or rights of the company, and render them profitable;

To establish in all localities which the company will deem suitable, branches, agencies, for any kind of business or industry carried on by the company;

To be agents for others in the investment of cash or the carrying on of any business which the present company is authorized to carry on;

To borrow all amounts which the company may deem useful or necessary to borrow for the purposes of its enterprise or the carrying on of any of its powers, and that at any time, and as often as the company may deem it suitable, and to make the said loans at such terms and conditions, and by giving such security or hypothecs, as the company way find reasonable;

To issue at any time and as often as the company may deem it useful or necessary stock, bonds, debenture-stock and to dispose of the same for such sums and at such terms as the company may deem suitable;

To hypothecate, guarantee or pledge by authentic deeds, to guarantee the payment of bonds, debentures, debenture stock which the company is authorized to issue by law, or its charter, the moveable or immoveable property, present or future, which the company possesses or may possess within the province, in a general way to exercise under the conditions mentioned therein, all the rights mentioned in articles 6119a to 6119d, inclusive, of the Revised Statutes of Quebec, 1909;

To distribute in kind, among the shareholders, all the stock or other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may possess, and by vote;

To issue or distribute paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company and to pay with the same for all services, debts or obligations of the company;

To make all contracts of lease, service, surety other than the surety which must be given by surely, companies, mandate, agency and transaction and generally of all contracts and agreements whatever, of which a corporation is capable without exception;

To draw, make, subscribe, accept, endorse pay and issue promissory notes, bills of exchange, letters of credit, bills of lading, drafts-checks, and all other negotiable and transferable effects and instruments;

To acquire by purchase, at private, legal, public or other sale, by exchange, donation, giving, in payment or lease, to receive as loan, lien, deposit, guarantee, to possess, hold, keep, exploit and occupy in virtue of any title and in any manner whatever any corporeal or incorpo-

rels ou incorporels, meubles ou immeubles, et sans aucune exception quelconque;

Faire des règlements pour le maintien de la compagnie et pour établir la qualité des actionnaires et des directeurs de la compagnie, et tels règlements une fois approuvés, par la majorité des actionnaires de la compagnie auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Généralement faire toutes les choses que l'on croira se rattacher ou être appropriées à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The Sanitary Plumbing & Mfg Co., Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Granby, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaires-suppléant de la province,
4605 ALEXANDRE DESMEULES.

"Dawson Brothers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre 1921, constituant en corporation: William-Edward Dawson, Marchand; Cecilia-Agnès Dawson, femme mariée, épouse commune en biens de William Edward Dawson, de Outremont, John William Benson, comptable, Montréal, aux fins suivantes:

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif de la firme connue sous le nom de Dawson Brothers, et les payer en argent, en obligations, en valeurs ou parts de la présente compagnie, totalement ou partiellement libérées;

Faire affaires comme papetiers, imprimeurs, lithographes, stéréotypers, électrotypers, imprimeurs-photographes, photolithographes, graveurs, matriciers, relieurs, fabricants de livres de comptabilité et pièces métalliques constituant ces livres de comptes, de machines servant à leur fabrication, fabricants de papier, de boîtes, fondeurs de caractères, photographeurs, commerçants d'étampes, agents de publicité, schématisants, dessinateurs, fabricants d'encres, libraires, éditeurs, marchands de matériaux servant à fabriquer le papier, ébénistes, marchands de meubles et accessoires de bureaux, marchands ou fabricants de tous autres articles ou des choses d'un caractère semblable ou analogue aux effets susmentionnés, à aucun d'iceux, ou connexes à iceux;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la précitée, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, bail ou autrement, aussi détenir, enregistrer, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance, vendre, louer, accorder des permis y relatif et autrement aliéner et faire valoir des brevets d'invention, perfectionnements ou procédés, marques de commerce, chartes, noms de commerce, licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, aider et contribuer à leur donner effet, appliquer, em-

real rights or property, moveable or immovable, and without any exception whatever;

To make the by-laws for the governing of the company and to establish the quality of shareholders and directors of the company and such by-laws once approved, by the majority of stockholders of the company, shall have the force of law and shall bind all the shareholders of the company;

Generally to do all things incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "The Sanitary Plumbing & Mfg. Co., Ltd", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the town of Granby, province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
4606 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dawson Brothers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1921, incorporating: William Edward Dawson, merchant; Cecilia Agnes Dawson, married woman, wife common as to property of Wm Edward Dawson, Outremont, John William Benson, accountant, Montreal, for the following purposes:

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of the firm known as Dawson Brothers and to pay for the same in cash, bonds, property or shares of this company, wholly or partly paid-up;

To carry on business as stationers, printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photolithographers, engravers, die-sinkers, bookbinders, manufacturers of account books and of metal parts making up such account books and of machinery for the manufacture thereof, papermakers, boxmakers, type-founders, photographeurs, dealers in stamps, advertising agents, designers, draughtsmen, ink manufacturers, booksellers, publishers, dealers of materials used in the manufacture of paper, cabinet makers, dealers in office furniture and supplies, and dealers in or manufacturers of any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing, or any of them, or connected therewith;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the property or rights of the company;

To apply for, obtain, acquire by assignment, transfer, purchase, lease or otherwise, and to hold, register, exercise, carry out and enjoy, and sell, lease, grant licenses in respect thereof and otherwise dispose of and turn to account any patents of inventions, improvements or process, trademarks, trade names, charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to

ployer ou autrement utiliser les actions, obligations et valeurs de la compagnie pour payer la totalité ou aucune partie des frais, charges et impenses en découlant;

Souscrire, acheter, prendre en échange, en paiement ou autrement acquérir, détenir et posséder, et durant possession, exercer tous les droits permis et privilèges connexes aux détenteurs et possesseurs, recevoir et distribuer comme bénéfices, les dividendes et intérêts sur iceux, garantir, vendre avec ou sans garantie, et autrement aliéner, et, en conformité avec les dispositions de l'article 5985 de la loi des compagnies de Québec, 1920, négocier les actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies dont les fins et objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exercent aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi établir, organiser, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres titres;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'amalgamation, à la consolidation, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, à la gestion des affaires de la compagnie ou d'autres arrangements de même nature avec une ou plusieurs personnes ou compagnies exerçant, sur le point d'exercer un commerce semblable à celui de la compagnie, faire tous actes et procédures, matières et choses pouvant être nécessaires ou avantageux pour exécuter et donner effet à ces arrangements ou à aucun d'iceux;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'une personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent, en obligations, valeurs ou titres de la présente compagnie; totalement ou partiellement acquittés;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des entreprises de la compagnie, comme affaire opérante, ou autrement, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, totalement ou partiellement en argent ou en actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie, entièrement ou partiellement libérées, et accepter d'aucune propriété ainsi vendue par versements, distribuer de temps à autre aux actionnaires aucune telle considération;

Solder toutes les dépenses faites pour former, promouvoir et incorporer la compagnie, soumissionner avec aucune personne, firme ou compagnie pour les payer, payer aussi des commissions, soit en argent soit en parts, aux courtiers et autres pour souscrire, placer, appeler ou garantir la souscription d'aucunes actions, débetures, actions-obligations ou valeurs de la présente compagnie;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-obligations, ou autres valeurs pour payer la totalité ou aucune partie d'aucune propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou les autres droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que la présente compagnie peut légalement acquérir, ou avec, l'assentiment des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie, dans l'organisation ou autrement, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, actions-hypothécaires ou autres valeurs en paiement ou en échange des actions, obligations, débetures,

apply, appropriate or otherwise make use of any of the company's shares, bonds and assets towards or for the payment, either in whole or in part, of the costs, charges and expenses incidental thereto;

To subscribe for, purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own, and while holding the same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof, receive and distribute as profits the dividends and interests thereon and to guarantee, sell with or without guarantee, and otherwise dispose of, and in conformity with the provisions of art. 5985 of the Quebec Companies Act, 1920, deal in the shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company or companies having purposes and objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote, raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities;

To enter into any agreement for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of the company or other arrangements of a like nature with any person or company or companies carrying on or about to carry on business similar to that of the company, and to take all such steps and proceedings and do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of same;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, company or corporation carrying on any business which this company is authorised to carry on and to pay for same in cash, bonds, property or shares of this company, wholly or partly paid up;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertakings of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, in whole or in part in cash or shares, debentures or securities of any other company, either fully or partly paid up and to accept payment for any property so sold by instalments and to distribute any such consideration from time to time amongst the members of the company;

To pay all or any expenses incurred in connection with the formation, promotion and incorporation of the company or to contract with any person, firm or company to pay the same, and to pay commissions, either in cash or stock, to brokers and others for underwriting, placing, calling or guaranteeing the subscription of any shares, debentures, debenture stock or securities of this company;

To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities for the payment, either in whole or in part, or any property real or personal movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may lawfully acquire as also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise and to issue fully paid shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities in payment of or exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock, or any other securities of any other company doing a business si-

actions-hypothécaires, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce de la présente compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le fonds social, les obligations ou autres titres d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant ou se livrant à aucun commerce que la présente compagnie peut exercer ou auquel elle peut se livrer, et acquérir, détenir, ou autrement trafiquer de ces actions, obligations ou autres valeurs

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats, d'aucunes obligations ou entreprises d'aucune autre compagnie ou personne dans lesquelles la présente compagnie est intéressée y compris le paiement des dividendes et intérêts sur obligations, débetures, actions-hypothécaires ou autres valeurs, hypothèques ou engagements d'aucune telle compagnie ou personne; accepter en garantie de ces prêts et garantir aucun cautionnement adéquat pouvant être offert par cette compagnie ou personne y compris des actions, obligations, débetures, actions-hypothécaires, hypothécaires, gages, liens ou autres titres de ces autres compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Tirer, souscrire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, titres en vertu de la Loi des Banques, et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, espèces, ou autrement, tel que décidé, aucunes propriétés ou valeurs de la compagnie, et particulièrement des actions, obligations, débetures, actions-hypothécaires ou autres titres d'aucunes autres compagnies appartenant à la présente corporation, ou dont elle peut disposer;

De temps à autre, faire un ou plusieurs des actes et choses mentionnées aux présentes soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents, avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges, faire tous les actes et choses qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, exercer aussi aucun commerce connexe aux fins et objets susmentionnés;

Rémunérer aucune personne, firme ou compagnie rendant services à la présente compagnie, soit par paiement en argent, soit, avec l'assentiment des actionnaires, par distribution d'actions ou valeurs de la compagnie créditées comme entièrement ou partiellement libérées, ou autrement, sus le nom de "Dawson Brothers, Limited", avec un fonds social total de quarante-cinq mille piastres, (\$45,000.00), divisé en neuf cents (900) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Meccrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4609

C.-J. SIMARD.

milar or incidental to the business of this company;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire hold, or otherwise deal with such shares, bonds or other securities;

To lend money to persons or companies having dealings with the company and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which this company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or persons; and to accept as security for such loans and guarantee any adequate security that may be offered by such company or persons including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

To draw, make, accept endorse and issue promissory notes, bills of exchange warrants, securities under the Bank Act, and other negotiable and transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, any property or assets of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other companies belonging to this company or which it may have power to dispose of;

From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth either alone or in conjunction with others or as factors or agents and to exercise and enjoy all such rights and privileges and to do all such acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, as also to carry on any business germane to the purposes and objects above set forth;

To remunerate any person, firm or company rendering services to this company, whether by cash payment or, with the approval of the shareholders by the allotment to him or them of shares or securities of the company credited as paid up in full or in part or otherwise, under the name of "Dawson Brothers, Limited" with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00) divided into nine hundred (900) shares of fifty (\$50.00) each, (ordinary shares).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

4610

Assistant Provincial Secretary.

"The Provincial Press Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix neuvième jour de décembre 1921, changeant le nom de "Le club Provincial, Incorporated.—The Provincial Club, Incorporated", constitué par lettres-patentes du cinq mars 1920, sous le nom de "Le club Provincial, incorporé

"The Provincial Press Club, Incorporated".

Notice is hereby give that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day december, 1921, changing the name of "Le Club Provincial, Incorporated—The Provincial Club, Incorporated", incorporated by letters patent bearing date the fifth day of March, 1920, under the name of "Le Club-

—The Provincial Club, incorporated”, en celui de “The Provincial Press Club, Incorporated”, aux fins suivantes :

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d’instruction pour l’esprit, et de délassement pour le corps ;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et de leurs amis, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités d’un club ;

Exploiter des installations pour le cirage des chaussures, des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et bonbons ;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l’entreprise ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l’objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir les biens ou les actions, bons ou débetures de toutes corporations faisant le même genre d’affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier tous chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l’émission de débetures et d’obligations comportant hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d’aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel du prix d’acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu’en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d’ordre public de la province de Québec, pour l’administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l’expulsion de ses membres, pour autoriser les directeurs à s’objecter au transfert des actions de la corporation ; expulser, en lui remboursant le prix d’achat de ses actions tout actionnaire ou membre de la compagnie, dont la conduite laisse à désirer, pourvu, cepen-

Provincial, Incorporated—The Provincial Club, Incorporated”, to that of “The Provincial Press Club, Incorporated”, for the following purposes :

To procure to its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body ;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company and their friends, to secure a club house and generally give to its members all the privileges, advantages and commodities of a club ;

To operate shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, bowling alleys, news stands, cigar stores and confectioneries ;

To carry on the restaurant business generally in all its branches including the sale of beer, wine and other alcoholic including the sale of which is presently or may be in future permitted by the laws of the Province of Quebec, and also the sale of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage the immoveables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To purchase, lease hold and acquire the property, shares, bonds or debentures, checks, promissory notes of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any promissory notes, bills of exchange, cheques and other negotiable instruments ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immoveables of the company ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kinds for any other corporation, firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operations ;

To adopt a constitution, make and enact by laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the discipline, suspension and expulsion of its members, for authorizing the directors to object to the transfer of the shares of the corporation, to expel, after the re-imbursment of the purchase price of his shares, any shareholder or member of the company for unbecoming conduct ; provided howe-

dant, que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (\$1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4631 ALEXANDRE DESMEULES.

ver that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, with a capital stock of ten thousands dollars (\$10,000.00), divided onto one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company is at Hull, in the district of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
4632 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Jos. Bonhomme Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993, et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 décembre 1921, à la compagnie Jos. Bonhomme, Limitée", augmentant son capital de \$49,000.00 à \$299,000.00 par la création de 2500 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province ce vingt-quatrième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4623 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Jos. Bonhomme, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1921, increasing the capital stock of the company Jos. Bonhomme, Limitée from \$49,000.00 to \$299,000.00, by the creation of 2,500 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,
4624 Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 52.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Ames vs Dustin.....	2776
" Charbonneau vs Charbonneau.....	2777
" Dansereau vs Touchette.....	2776
" Girard vs Jodoin.....	2777
" Laboursodière vs Lalonde.....	2776
" Maclure vs Houle.....	2777
" Marcotte vs Sévigny.....	2777
" Patenaude vs Ste-Marie.....	2776
" Pépin vs Poulin.....	2775
" Sarrazin vs Morand.....	2775
" Scripture vs Parkinson.....	2776
" Scherer vs Weininger.....	2777
" Stewart vs Sharp.....	2776
" Venditti vs Moimelli.....	2775

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Britton vs Dme Hoodson..... 2778

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2755

Index of the Quebec Official Gazette, No 52.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Ames vs Dustin.....	2776
" Charbonneau vs Charbonneau.....	2777
" Dansereau vs Touchette.....	2776
" Girard vs Jodoin.....	2777
" Laboursodière vs Lalonde.....	2776
" Maclure vs Houle.....	2777
" Marcotte vs Sévigny.....	2777
" Patenaude vs Ste-Marie.....	2776
" Pépin vs Poulin.....	2775
" Sarrazin vs Morand.....	2775
" Scripture vs Parkinson.....	2776
" Scherer vs Weininger.....	2777
" Stewart vs Sharp.....	2776
" Venditti vs Moimelli.....	2775

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Britton vs Dme Hoodson..... 2778

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2755

AVIS DIVERS :—

La Cie Renaud & Cie, incorp.	2779
Riverside Cemetery Co.	2778
The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada.	2778

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Avis de l'Assemblée législative.	2757
---------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Asbestos Corporation of Canada, Lt'd. .	2770
Barsalou, Hector.	2770
Beaupré, Horace <i>et al.</i>	2765
Berthiaume, Edouard <i>et al.</i>	2771
Berthiaume, Eugène.	2773
Bureau des Commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal.	2761
Bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke.	2770
Bérubé J.-B. <i>et al.</i>	2763
Chouinard, Germain.	2767
Cité de Montréal.	2762
Cité d'Outremont.	2767
Cité de Québec.	2764
Cité de Sherbrooke.	2769
Commissaires des écoles de Montréal.	2763
Compagnie du chemin de fer Roverbal-Saguenay.	2761
Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.	2766
Corporation de la ville d'Arthabaska. . .	2766
Corporation du village de Mont-Joli. .	2763
Décary, Wilbrod.	2772
Desforges, Léopold.	2765
La cité de Lachine.	2773
La corporation du village de Baie-Saint-Paul.	2764
Les curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville. . .	2766
L'union des municipalités de la province de Québec.	2768
Marier, Delle Théophita <i>et al.</i>	2770
Nora, Hunter (Dme) <i>et al.</i>	2772
Prévost (Dme Heva) <i>et al.</i>	2767
Raymond, Donat.	2773
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	2767
Succession de Lisle.	2762
Succession Joseph-Arthur Villeneuve. .	2762
The Art's Club, Lt'd.	2765
The Connectional Methodist Church in Quebec.	2761
Therrien, René.	2772
Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.	2770
Ville de Laval-des-Rapides.	2761
Ville de Montréal-Ouest.	2772
Ville d'Outremont.	2768
Ville Lasalle.	2771
Ville de Louiseville.	2771
Ville Saint-Jérôme.	2768
Wolf, Signer <i>et al.</i>	2765

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Divers lots à mun. scol. Saint-Nicolas. . .	2774
Formation mun. scol. Launey.	2774
Mun. scol.: Launays.	2774

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

L'Union-Saint-Joseph-de-Lachine.	2774
New-Hampshire Fire Insurance Company	2775

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie Renaud & Cie, incorp.	2779
Riverside Cemetery Co.	2778
The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada.	2778

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice of the Legislative Assembly.	2757
--	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Asbestos Corporation of Canada, Lt'd. .	2770
Barsalou, Hector.	2770
Beaupré, Horace <i>et al.</i>	2765
Berthiaume, Edouard <i>et al.</i>	2771
Berthiaume, Eugène.	2773
Board of Protestant School Commissioners of the city of Montreal.	2761
Board of Protestant School Commissioners of Sherbrooke.	2770
Bérubé J.-B. <i>et al.</i>	2763
Chouinard, Germain.	2767
City of Montreal.	2762
City of Outremont.	2767
City of Quebec.	2764
City of Sherbrooke.	2769
The Montreal School Commissioners. . .	2763
The Roberval and Saguenay Railway Company.	2761
Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.	2766
Corporation of the town of Arthabaska. .	2766
Corporation of the village of Mont-Joli.	2763
Décary, Wilbrod.	2772
Desforges, Léopold.	2765
The city of Lachine.	2773
The corporation of the village of Baie Saint-Paul.	2764
The Curé and church wardens of the parish Saint-Frédéric-de-Drummondville.	2766
L'union des municipalités de la province de Québec.	2768
Marier, Delle Théophita <i>et al.</i>	2770
Nora, Hunter (Dme) <i>et al.</i>	2772
Prévost (Dme Heva) <i>et al.</i>	2767
Raymond, Donat.	2773
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	2767
Estate de Lisle.	2762
Estate Joseph-Arthur Villeneuve.	2762
The Art's Club, Lt'd.	2765
The Connectional Methodist Church in Quebec.	2761
Therrien, René.	2772
Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.	2770
Town of Laval-des-Rapides.	2761
Town of Montreal-West.	2772
Town of Outremont.	2768
Town Lasalle.	2771
Town of Louiseville.	2771
Town of Saint-Jérôme.	2768
Wolf, Signer <i>et al.</i>	2765

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Several lots to school mun. Saint Nicholas	2774
Formation of school mun. Launey.	2774
School mun.: Launays.	2774

TREASURY DEPARTMENT :—

L'Union-Saint-Joseph-de-Lachine.	2774
New-Hampshire Fire Insurance Company	2775

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	2780
Montréal.....	2781
Québec.....	2779

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	2780
Montréal.....	2781
Québec.....	2779

LETTRES PATENTES :—

Dawson Brothers, Lt'd.....	2795
Gagnon Automobiles, ltée.....	2759
Greene Provision Company.....	2790
J. & G. Quality Shop, Ltd.....	2759
Hôtel Astor, ltée.....	2760
Jones & Castello, Lt'd.....	2791
La Briquerie Barbel, ltée.....	2758
L'Association des marchands de biscuits, sucrierie et tabac en gros de Québec et de Lévis.....	2757
The Provincial Press Club, Inc.....	2797
The Sanitary Plumbing & Mfg. Co., Lt'd.....	2792

LETERS PATENT :—

Dawson Brothers, Lt'd.....	2795
Gagnon Automobiles, ltée.....	2759
Greene Provision Company.....	2790
J. & G. Quality Shop, Ltd.....	2759
Hôtel Astor, ltée.....	2760
Jones & Castello, Lt'd.....	2791
The Barbel Brick Works, Lt'd.....	2758
L'Association des marchands de biscuits, sucrierie et tabac en gros de Québec et de Lévis.....	2757
The Provincial Press Club, Inc.....	2797
The Sanitary Plumbing & Mfg. Co., Lt'd.....	2792

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE :—

Jos. Bonhomme, ltée.....	2799
--------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT :—

Jos. Bonhomme, ltée.....	2799
--------------------------	------

NOMINATION :—

Député-greffier de la paix:—district de Montréal.....	2757
--	------

APPOINTMENT :—

Deputy clerk of the peace:—District of Montreal.....	2757
---	------

ORDRE DE COUR :—

M. Clément vs La société coopérative agricole de La Conception.....	2781
--	------

RULE OF COURT :—

M. Clément vs La société coopérative agricole de La Conception.....	2781
--	------

PROCLAMATION :—

Expédition des affaires.....	2756
------------------------------	------

PROCLAMATION :—

Dispatch of business.....	2756
---------------------------	------

SOUMISSIONS :—

Municipalité scolaire d'Amos.....	2782
Municipalité scolaire de la ville d'Iberville.....	2781

TENDERS :—

School municipality of Amos.....	2782
School municipality of the town of Iber- ville.....	2781

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Beauchamp, W.-M.....	2782
Gagné, Philéas.....	2782

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Beauchamp, W.-M.....	2782
Gagné, Philéas.....	2782

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEDFORD :—

Stewart <i>et al</i> vs Lefebvre <i>et al</i>	2783
---	------

SHERIFFS' SALES :—

BEDFORD :—

Stewart <i>et al</i> vs Lefebvre <i>et al</i>	2783
---	------

GASPÉ :—

Hayes vs Denwell.....	2784
-----------------------	------

GASPÉ :—

Hayes vs Denwell.....	2784
-----------------------	------

JOLIETTE :—

Godon vs Deslauriers.....	2784
---------------------------	------

JOLIETTE :—

Godon vs Deslauriers.....	2784
---------------------------	------

KAMOURASKA :—

Bazin vs Delle Dion.....	2784
--------------------------	------

KAMOURASKA :—

Bazin vs Delle Dion.....	2784
--------------------------	------

MONTRÉAL :—

Décary vs Samson <i>ègl</i>	2786
Fafard vs Dme Robitaille.....	2786
L'Assurance Mont-Royal vs Achim.....	2786
Morgan vs Castonguay.....	2787
The Sun Trust Company, Lt'd vs L'abbé.....	2787
Ville Laval-de-Montréal vs Laval Indus- trielle, ltée.....	2785

MONTRÉAL :—

Décary vs Samson <i>ègl</i>	2786
Fafard vs Dme Robitaille.....	2786
L'Assurance Mont-Royal vs Achim.....	2786
Morgan vs Castonguay.....	2787
The Sun Trust Company, Lt'd vs L'abbé.....	2787
Ville Laval-de-Montréal vs Laval Indus- trielle, ltée.....	2785

QUÉBEC :—

Careau vs Talbot.....	2788
Pearl vs Clark.....	2788
Nadeau & Belleau vs Villeneuve.....	2788

RICHELIEU :—

Manseau vs Théroix.....	2789
Martin vs Théroix.....	2790

ROBERVAL :—

Gingras vs Nolin.....	2790
-----------------------	------

QUEBEC :—

Careau vs Talbot.....	2788
Pearl vs Clark.....	2788
Nadeau & Belleau vs Villeneuve.....	2788

RICHELIEU :—

Manseau vs Théroix.....	2789
Martin vs Théroix.....	2790

ROBERVAL :—

Gingras vs Nolin.....	2790
-----------------------	------